

LE FIGARO

La Revision du procès Dreyfus à la Cour de cassation

Séance du mardi 30 mai 1899 — Compte rendu in extenso

RAPPORT

DE

M. BALLOT-BEAUPRÉ

(Suite et fin de la séance du 29 mai)

En ce qui touche Dreyfus, on avait raconté que, pendant plusieurs années avant son mariage, il avait fréquenté une femme, Mme Bodson, chez laquelle un jour il aurait eu des discussions violentes avec un commandant étranger, qui lui aurait reproché de devenir trop exigeant. Le fait avait été allégué par l'agent de police Guénée qui, en 1894, avait rédigé contre Dreyfus des notes de police anonymes. Guénée a été interrogé devant M. le juge d'instruction Josse et il a répondu en ces termes :

Demande. — Pouvez-vous faire connaître d'où vient cette affirmation et comment il serait possible de la contrôler ? Pouvez-vous nous citer des noms de personnes qui pourraient appuyer de leurs déclarations celles que vous avez faites ?

M. Guénée. — Je ne puis citer aucun nom, j'ai été mis au courant de cette scène par des racontars, par des dires de personnes, soit françaises soit étrangères, qui fréquentaient chez cette femme, c'est-à-dire la Bodson.

Je ne saurais vous citer aucune personne pouvant étayer de sa déposition ma déclaration.

Demande. — Vous nous avez déclaré qu'après l'arrestation de Dreyfus vous vous étiez rendu compte que certains renseignements que vous aviez été mis à même de fournir au bureau des renseignements se rapporteraient à Dreyfus. Quels sont ces renseignements et quelle en était la source ?

M. Guénée. — Ces renseignements pouvaient aussi bien se rapporter à Dreyfus qu'à un autre ; mais comme seul Dreyfus était inculpé, tout retombait sur lui ; c'était la tête de Turc.

Donc rien de sérieux à cet égard.

Quels sont donc les motifs qui auraient déterminé Dreyfus ? Est-ce le besoin d'argent ? Mais le rapport même dressé en octobre 1894 par le Paty de Clam déclare que, lors de son mariage, en 1890, avec Mlle Hadamard, le ménage disposait de 25 à 30,000 francs de revenu, il était ordonné et avait un train de vie apparent proportionné à ses ressources ; et malgré les recherches faites depuis lors, il fut impossible d'établir qu'il avait dissipé sa fortune avec des femmes ou au jeu.

On avait prétendu que dans un cercle il avait perdu de fortes sommes. M. Lépine a dit devant vous, le 24 avril dernier :

Il est exact que M. le ministre de la guerre, désirant contrôler des renseignements que les habitudes de vie de l'accusé, renseignements qui lui avaient été fournis par une police étrangère à la mienne, me demanda vers le commencement de 1894, je crois, si Dreyfus avait perdu de fortes sommes au cercle Washington et si son beau-père était intervenu pour le rembourser.

J'ai établi par un rapport en réponse à cette demande qu'il y avait eu confusion de nom et que Dreyfus était inconnu dans les grands cercles de jeux de Paris.

Le dossier de 1894 renferme bien sur la question de jeu des notes fournies par la police étrangère à celle de M. Lépine, une notamment du 4 novembre portant qu'il y a pas mal de temps déjà que Dreyfus jouait au cercle Washington, 4, place de l'Opéra.

Ce cercle, disent ces agents spéciaux, était sous la direction d'un usurier du jeu nommé Charles Bertrand. Ce Charles Bertrand avait attiré dans ses salons plusieurs officiers, notamment le capitaine Dreyfus. Il y perdait beaucoup d'argent, nous assure-t-on, et alors Charles Bertrand lui fit faire des billets qui furent en partie payés par Hadamard, son beau-père.

Mais le rapport des agents de M. Lépine ne figure pas au dossier de 1894. Cependant M. le préfet de police Charles Blanc en a communiqué une copie certifiée conforme : le 9 novembre 1894, il résulte de renseignements recueillis que nulle part, dans aucun cercle, les membres les plus connus comme fréquentant tous les cercles de Paris n'ont constaté la présence du capitaine Dreyfus dans l'un de ces établissements.

En ce qui concerne plus particulièrement le Franco-Américain, il est dit qu'il a la suite de pertes considérables. Dreyfus fit à Charles Bertrand des billets qui furent en partie payés par M. Hadamard. Il y a lieu d'établir qu'une confusion doit exister entre Alfred Dreyfus et les quatre Dreyfus qui font partie ou non de l'Américain, et qui ont les prénoms suivants : etc., etc.

Et plus loin :

En somme, il ressort de l'enquête à laquelle il a été procédé avec la plus grande circonspection que les allégations tendant à laisser supposer que Dreyfus avait perdu de très fortes sommes au Washington ne paraissent pas concluantes.

Dans sa lettre d'envoi du 10 mai, M. le préfet de police me dit :

Ce rapport ne porte pas que la transmission en ait été faite, mais il se peut qu'il ait été remis de la main à la main par M. Lépine à un représentant du ministère de la guerre. C'est un point que mon prédécesseur pourrait éclaircir.

M. Lépine s'en est expliqué le 24 avril devant vous :

Je crois, par la pratique journalistique et sans pouvoir l'affirmer dans l'espèce, que la de-

mande de renseignements du ministère a été portée par le commandant Henry et que j'ai dû faire rapport sur ma réponse par le même canal.

Ce n'est donc point le besoin d'argent qui a poussé Dreyfus, étant donné le rang auquel il aspirait.

Le mémoire reprend :

« Entré avec le numéro 67, sorti deux ans après avec le numéro 20, admis comme stagiaire à l'état-major de l'armée où ses notes étaient excellentes, sauf les restrictions contenues dans celles que le colonel Fabre avait données à l'instigation du lieutenant-colonel Roget ; étant donné l'avenir militaire qui s'ouvrait devant Dreyfus marié, père de famille, jouissant d'une fortune indépendante, il n'avait, certes, pas à se plaindre. Et c'est une pareille situation qu'il aurait risqué de perdre, dans l'espoir d'acquiescer ou ne sait quels avantages pécuniaires, sous peine de se faire considérer comme espion et comme traître ! »

Peut-on en dire autant d'Esterhazy ?

Né à Paris le 16 décembre 1847, le commandant Walsin-Esterhazy, après avoir fait ses études et obtenu en France le diplôme de bachelier ès lettres, de bachelier ès sciences et de licencié en droit, avait d'abord servi dans la légion romaine où il fut sous-lieutenant de mai 1869 à mars 1870 ; il entra au régiment étranger en mars 1870, et le 29 septembre suivant au 2^e zouaves dans lequel il fut, en moins de deux mois, nommé lieutenant puis capitaine.

La Commission de révision des grades, par décision du 1^{er} décembre 1871, le remplaça sous-lieutenant et il ne devint chef de bataillon que le 10 juillet 1892 ; il fut mis en non-activité, pour infirmité temporaire, le 17 août 1894, et il a été mis en réforme en 1898.

Doté d'une vive intelligence, instruit, parlant plusieurs langues et, suivant l'expression d'un ancien préfet M. Grenier — dont le père, le général Grenier, avait eu pour officier ordonnance — exerçant une grande attraction, ayant à la fois les qualités et les vices d'un condottiere... Lui-même est dépeint en ces termes dans une lettre que, vers la fin de 1890, il adressait à M. le député Jules Roche en le priant d'intervenir auprès du général Billot :

Je suis, moi aussi, tout comme un Romain de mon époque, au point de ne rien craindre, en état de tout faire.

Le retard qu'il avait subi dans sa carrière lui avait depuis longtemps agité le caractère, et, dans l'excès de son ressentiment, il se laissait aller à tenir un langage révoltant contre ses chefs et contre la France elle-même. Les lettres écrites à sa cousine, Mme de Boulancy, en sont la preuve. Je ne parle pas de celles qu'il m'a écrites, mais de celles qu'il m'a écrites et dans lesquelles il regrette de ne pas être un capitaine de uhlans ; mais rappelez-vous celles qu'il ne nie pas, disant : « Tous ces gens-là ont encore la botte prussienne marquée plus bas que le dos ; mais de grands événements se préparent, et, à la première guerre, tous ces grands chefs poltrons et ignorants iront, une fois de plus, peupler les prisons allemandes, car toutes les farces de ces réheurs sont de peu de poids devant les beaux régiments prussiens, bien commandés. Je serais curieux de savoir quelle est la limite de la puissance de ce peuple français, qui est bien le plus antipathique que je connaisse. »

Et, à la fin de 1893, on trouve des récriminations des plus violemment absurdes contre le général Billot.

Il est vrai que le général Billot, malgré toutes les recommandations, refusait de le prendre au ministère de la guerre.

M. Grenier raconte (page 407) :

Je me présentai chez le général Billot qui, des premiers mots que je lui dis, s'écria : « Vous vous êtes donc tous entendus pour vous faire rouler par cette canaille, ce gredin, ce vendu ? D'abord, comment est-il à Paris ? Je vais le mettre aux arrêts. C'est bien étonnant que vous, Giovannielli, et vous, Grenier, vous recommandiez ce vilain monsieur. » Naturellement, après tout cela, je n'ai pas insisté. Et il a dit : « Il n'est pas défendable sous le rapport de la vie privée. »

Le mémoire insiste, d'une part, sur ses relations avec la demoiselle Pays, pour laquelle le domicile conjugal avait fini par être abandonné ; d'autre part, sur d'immorales démarches entreprises par lui près d'un agent matrimonial ; enfin, sur une association qu'il aurait formée avec la tenancière d'une maison de débauche. Mais pour ce dernier point, la preuve de l'association ne résulte que de déclarations faites par cette femme et relatives dans un rapport de justice ; c'est pourquoi le Conseil d'enquête n'en a point tenu compte.

Quant aux dettes, les pièces saisies dans plusieurs établissements financiers prouvent qu'il jouait à la Bourse.

Il était tellement réduit à la misère que le 25 juin 1894, il demandait un secours à M. de Rothschild :

Monsieur le baron, Je n'ai pas l'honneur d'être connu de vous, et je ne vous ai jamais vu. Peut-être mon nom est-il venu jusqu'à vous au moment des duels de la Libre Parole. Mais vous êtes tout puissant, et dans le désespoir où me met l'acte terrible que je vais être obligé de commettre, je m'adresse à vous dans une prière suprême. Il ne me reste plus qu'un parti à prendre : c'est de tuer les miens et de me tuer ensuite.

C'était sa situation le 25 juin 1894, quel-

ques semaines avant la date que l'on attribue au bordereau.

Le mémoire pense que, capable à ce moment de commettre un acte terrible, Esterhazy a pu chercher des ressources dans l'espionnage et la trahison.

On le comprend d'autant mieux que le général de Galliffet certifie avoir entendu dire au général anglais Talbot :

Nous tous, attachés militaires en France, nous savions que, moyennant quelques billets de mille francs, Esterhazy nous procurerait des renseignements.

Et le mémoire rappelle la déposition de M. Paléologue, les bruits parvenus au quai d'Orsay sur les sommes qu'à plusieurs reprises Esterhazy aurait reçues de l'étranger pour prix de sa trahison ; le mémoire rappelle que, d'après les dépositions non seulement de M. Trarieux, mais aussi de M. D..., commissaire de police attaché au ministère de la guerre, lesquels concordent avec l'interrogatoire subi par le lieutenant-colonel du Paty de Clam, Esterhazy, en apprenant que Dreyfus avait été dénoncé, avait été si affolé qu'il avait couru dans une ambassade étrangère pour demander protection et prier de dire qu'il n'était pour rien dans la rédaction du bordereau.

Cet affolement n'était-il pas un aveu implicite ?

Et lui-même, dans la lettre que, le 13 janvier dernier, il a fait parvenir à M. le premier président, reconnaît les relations qu'il a eues avec un agent étranger ; il s'efforce seulement de les présenter comme autorisées par ses chefs en vue d'actes d'amorçage et de contre-espionnage. Il reçoit à cet égard un démenti formel des généraux Billot, de Boisdeffre, Gonse et Roget.

Ajoutons encore que si on peut reprocher à Dreyfus une curiosité parfois indiscret, Esterhazy n'était pas moins à l'affût des nouvelles militaires, fréquentant les champs de manœuvres et les écoles à feu, cherchant à se renseigner, surtout sur les choses de l'artillerie, et pour mieux réussir, feignant parfois une ignorance grossière, comme dans une lettre au capitaine Le Rond, où il émettait une véritable hérésie sur le tir des obus allongés.

De tout cet ensemble de circonstances, le mémoire tire la conséquence qu'entre Dreyfus et Esterhazy, aucune hésitation n'est possible : le traître, incontestablement, n'est pas Dreyfus.

Mais Esterhazy a été acquitté ; n'est-il pas, dès lors, protégé par l'autorité de la chose jugée ? Oui, assurément, en ce sens qu'il ne peut plus être déclaré coupable du crime de haute trahison pour lequel il a été traduit devant un Conseil de guerre. Mais il vous appartient de rechercher dans ses actes et dans ses écrits tout ce qui serait de nature à établir l'innocence de Dreyfus.

Et l'on doit appliquer au cas où après un acquittement surviennent des faits nouveaux, ce que M. Béranger au Sénat et M. Pourquieu de Boissier à la Chambre, ont dit du cas où la personne soupçonnée d'un crime pour lequel une autre a été condamnée, ne peut plus être elle-même poursuivie à cause de la prescription de l'action publique par exemple.

MM. Béranger et Pourquieu de Boissier ont proclamé les droits de la Cour de cassation. (Séance de la Chambre du 31 juin 1894.) Et à ce sujet M. le professeur Le Poittevin a dit :

Sans doute, il y a quelque inconvénient dans une révision qui met en jeu l'honneur d'un tiers, quand ce tiers n'est plus la pour se défendre ou ne doit plus être mis en cause ; la décharge de l'un impliquerait peut-être moralement la culpabilité d'un autre que la loi ne veut point ou ne peut plus atteindre. Mais, à mon avis, ce qui domine l'intérêt essentiel de l'innocence condamnée, c'est qu'il ne faut point l'abandonner au hasard qui ne touche en rien au fond de l'affaire. Il ne s'agit point de protéger un tiers par la prescription, il s'agit pour un homme qui porte le poids d'une condamnation imméritée de reconquérir enfin sa liberté.

Ce qui est vrai pour le tiers que couvre la prescription doit l'être également pour celui que couvre un acquittement.

En résumé, vous dit le mémoire, Dreyfus a été condamné pour avoir, en 1894, adressé à un gouvernement étranger un bordereau accompagné de documents secrets. Des faits nouveaux prouvent que le bordereau a été écrit par Esterhazy et sont de nature à être admis. La demande en révision doit donc, dès lors, être accueillie.

Le mémoire se prévaut des informations recueillies par M. Gabriel Monod et M. Trarieux démontrant, selon lui, que dans toute l'Europe un mouvement d'opinion s'est produit en faveur de Dreyfus qu'auraient été impuissants à créer la haine de la France et l'or de ce que l'on appelle le « Syndicat ». Mais l'accusation se retranche derrière le dossier secret du ministère de la guerre et les aveux du condamné.

DOSSIER SECRET

Une légende s'était formée d'après laquelle il suffisait de l'ouvrir pour avoir la preuve de la culpabilité. Comme c'est loin de la réalité. Quand on en a retiré le faux Henry, la pièce dans laquelle un nom a été gratté et remplacé par une majuscule, la pièce « Ce canaille de D... », que reste-t-il ?

Le commandant Guignet devant la Chambre criminelle disait :

Je dois déclarer à la Cour sur quoi s'est fondée jusqu'à présent ma conviction de la

culpabilité de Dreyfus. Cette conviction est basée sur trois ordres de faits : 1^o les aveux ; 2^o la discussion technique du bordereau ; 3^o ce qu'on est convenu d'appeler le dossier secret.

Ainsi les aveux, d'abord, nous en parlerons tout à l'heure.

En seconde ligne, la discussion technique du bordereau, c'est-à-dire le texte et non pas l'écriture ; nous en avons déjà parlé.

En dernière ligne, le dossier secret.

On prétend en induire que spécialement Dreyfus aurait commis des actes d'espionnage qui sont au nombre de quatre. Le mémoire doit observer que sur un des quatre points, Dreyfus, en 1894, n'a été ni interrogé ni mis en demeure de se défendre.

On prétend que, spécialement, Dreyfus aurait commis des actes d'espionnage concernant :

- 1^o L'obus Robin ;
- 2^o Le chargement des obus à mélinite ;
- 3^o Les cours de l'Ecole de guerre ;
- 4^o Attribution de l'artillerie lourde aux armées.

Le mémoire fait observer que sur ces quatre points, Dreyfus, en 1894, n'a été ni interrogé ni mis en demeure de se défendre, puisqu'à l'égard de chacun d'eux l'accusation était fautive.

La réponse à ces accusations n'en est pas moins facile :

1^o Obus Robin : en 1889 et 1890, on poursuivait des expériences à l'Ecole de Pyrotechnie à Bourges. Dreyfus était à Bourges. On conclut en 1895 à l'adoption de l'obus Robin.

Or, en 1891, une puissance voisine avait adopté un projet offrant de grandes ressemblances avec l'obus Robin. Dreyfus était à l'Ecole de septembre 1889 à novembre 1890, et, une fois à l'Ecole de guerre il avait écrit au capitaine de Rémusat pour lui demander, au nom de ses professeurs de cours, quels étaient les résultats des dernières expériences relatives à l'obus Robin.

Cette préoccupation d'obtenir des renseignements sous un prétexte mensonger, n'est-il pas l'indice d'une trahison qui lui serait imputable ?

Pour montrer comment le procédé est peu solide, il faut démontrer que la France n'a adopté l'obus Robin qu'en 1895, après des études différentes.

Au contraire, la puissance étrangère dont il est question avait, dès 1891, l'obus que l'on prétend semblable ; cela suppose une période d'essais avant le séjour de Dreyfus à Bourges.

Quant à la lettre adressée au capitaine Rémusat, elle n'est pas produite et nous n'en trouvons pas les termes précis. Certainement, Dreyfus y demandait des renseignements, mais non au nom de ses professeurs, il les demandait pour ses professeurs, il aimait, en effet, à faire parade, devant ses maîtres, de ses connaissances des inventions nouvelles.

2^o Chargement des obus à la mélinite.

En 1890, le service des renseignements reçut des fragments de papier pelure, sur lesquels se trouvaient des traces de la copie d'une instruction ayant trait au chargement des obus à mélinite. L'examen révélait que le document provenait de l'Ecole de pyrotechnie, où Dreyfus se trouvait à cette époque ; or, cette instruction se trouvait photographiée à 200 exemplaires.

D'autre part, les fragments étaient de papier pelure ordinaire et non de papier pelure quadrillé comme celui du bordereau.

Enfin, M. Bertillon se trouvait dans l'impossibilité de démontrer que les papiers fussent de Dreyfus.

3^o Dreyfus avait quitté l'Ecole de guerre en novembre 1892, et les cours sont tirés à cent cinquante exemplaires. Pourquoi est-ce lui qu'on accuse ?

4^o Attribution de l'artillerie lourde aux armées.

En 1893, premier semestre, le commandant Bayle avait fait sur l'artillerie lourde une note dont la minute a disparu. Le service des renseignements a été averti qu'un agent A venait d'avoir connaissance qu'un certain nombre de batteries de 120 avaient été attribuées à la neuvième armée ; or, à ce moment, Dreyfus était en prison depuis plus d'un mois.

D'après la déposition du commandant Guignet, il devait y avoir d'autres agents que Dreyfus qui fournissaient des renseignements aux agents B et A, pendant que Dreyfus était à l'Ecole de guerre, de même qu'après l'arrestation de Dreyfus, les agents B et A ont continué à se livrer à des menées d'espionnage et à avoir à leur disposition des indicateurs ou des individus leur apportant des renseignements (page 255, déposition du commandant Guignet).

De sorte que, sur les quatre points spéciaux que nous venons d'examiner, il n'y a rien de sérieux à retenir.

Le dossier secret ne renferme que des pièces incomplètes. Ces pièces donnent toutes une preuve indirecte de la culpabilité, prenons le principal exemple, pièce n^o 14. Cette pièce est postérieure au 17 septembre 1895, car c'est ce jour-là que Dreyfus a été prononcé par le général Gologouff à Mirecourt, à la fin des manœuvres françaises.

Suivant le général Roget, elle serait le brouillon d'un rapport au monarque à son gouvernement par l'agent A. et c'est l'agent A qui dirait, en parlant de lui-même, à propos de Dreyfus : « la pièce — le

bordereau — est arrivée entre les mains de l'attaché militaire au lieu de « entre mes mains ». Cette traduction est inacceptable et en voici le sens. L'auteur ici, en résumant le discours, a dit :

Je porte un toast chaleureux à la réunion des drapeaux franco-russes sur le prochain champ de bataille.

De même, il cite, en la résumant, la conversation de M. le général de Boisdeffre, et enfin :

Je ne peux pas dire ici comment la pièce est arrivée entre les mains du grand état-major de Berlin, ce que je puis dire, etc...

C'est le général de Boisdeffre et non l'agent A.

Les pièces 2 et 23 ne sont pas plus probantes.

La pièce 22 est un télégramme envoyé le 27 décembre 1893.

Parlez seulement corps de troupe.

Que signifie ceci ?

Plusieurs versions sont proposées : aucune ne paraît satisfaisante, aucune ne permet d'accuser Dreyfus.

N'est-ce pas plutôt Esterhazy qui est visé par ces mots : « Aucune relation corps de troupe » ?

Pièce 40, lettre de l'agent B à l'agent A, arrivée au service des renseignements dans les premiers jours de janvier 1894.

Il est évident que l'agent B met en garde l'agent A contre des indiscretions possibles, dans le cas où A aurait fait demander, pour son ami, le même renseignement que B au sous-chef du 2^e bureau.

On ne comprendrait pas comment le colonel Davignon pourrait prendre les

démarches ; on sentait très bien la préoccupation de B.

Il est évident que si un autre officier s'occupait de trouver des renseignements sur une question aussi spéciale que la question dont s'occupait Davignon, ce dernier en conclurait que des relations existaient entre B et un agent de même ordre.

Or, en décembre 1893, Dreyfus était encore au 4^e bureau. (Voir l'état nominal communiqué par M. le ministre de la guerre, liasse 5.)

L'agent A avait, par conséquent, au deuxième bureau des agents autres que Dreyfus.

Il y a d'autres pièces au dossier secret, mais à quoi bon en poursuivre l'examen ? C'est, d'après le mémoire, un pur jeu d'imagination.

Le dossier secret écarté, nous arrivons à la charge que l'on considère comme la plus sérieuse et la plus décisive : les aveux faits par Dreyfus, en janvier 1895 au capitaine Lebrun-Renaud et au brigadier Depert.

Lui, qui n'a cessé de protester énergiquement contre l'accusation dont il était l'objet ; lui, le 5 janvier, le jour de sa dégradation, protestait toujours énergiquement, ainsi que le racontent plusieurs témoins.

Le brigadier Depert a, par un rapport en date du 13 novembre 1898 — remarquez bien cette date : 13 novembre 1898 — révélé à ses chefs un fait sensationnel. Dreyfus fut conduit à la prison en compagnie du chef de bureau des prisons. Dans ce parcouru, de 400 mètres, une conversation s'engagea entre le chef de bureau des prisons et l'ex-capitaine Dreyfus. Cette conversation porta sur ce qui venait de se produire et sur sa culpabilité :

J'ai entendu, dit le brigadier, les paroles suivantes prononcées par Dreyfus : « Pour être coupable, je le suis ; mais je ne suis pas le seul. »

Le chef du bureau lui demanda alors : « Mais pourquoi ne donnez-vous pas les noms ? » Dreyfus répondit : « Avant deux ou trois ans on les connaîtra. »

Mais pourquoi le brigadier n'a-t-il pas parlé à ses chefs de ce qu'il avait entendu ? Dans la lettre adressée le 14 novembre 1898 par son colonel, à M. le gouverneur militaire de Paris, il explique cette attitude.

Ancien sous-officier, au 16^e de ligne, le brigadier X... était tout jeune en grade, ce qui augmentait à cette époque sa réserve et sa timidité naturelle.

Interrogé par la commission rogatoire le 8 janvier 1899, Dreyfus a répondu : « Je n'ai pas connu et je n'ai pas tenu les propos qu'on me prête, ils sont absolument faux ; j'ai crié partout mon innocence, etc. »

Or, une enquête a établi que M. Rocher, chef du bureau des prisons, n'accompagnait pas le condamné sur le parcours. C'est le directeur du Dépôt lui-même, M. Durlin, qui l'a déclaré devant la Chambre criminelle.

Dreyfus, dit-il, fut amené au Dépôt le 5 janvier 1895, à cinq heures et demie, et voici les réflexions qu'il fit : « Il est triste d'écrire un officier français pour des motifs si peu... »

— Je comprends votre indignation, répondit Dreyfus, car je suis innocent ! »

Je me suis assuré de la garde des escaliers, dit M. Durlin, et j'ai accompagné Dreyfus avec des gardes républicains, chez M. Bertillon, qui l'a fait passer à la mensuration et à la photographie. Le condamné a été muet tout le temps. En traversant le Dépôt, le passage se tenait au Palais, et, en arrivant à l'escalier, je me suis effacé pour laisser monter l'escalier, et j'ai entendu cette phrase : « Dans quelques années, je ne peux pas dire

si c'est deux ou trois ans, on reconnaîtra que je ne suis pas coupable. »

Comme le président demandait à M. Durlin :

— Mais ce n'est donc pas M. Rocher qui accompagnait le prisonnier ?

— Non, monsieur, c'était moi, répondit M. Durlin. M. Rocher nous attendait à La Souricière.

La Cour a entendu tout à l'heure l'un des gardes, mais celui-ci a déclaré avoir entendu Dreyfus au moment de monter et qu'il avait dit : « Pour être coupable, je suis coupable, mais je ne suis pas seul. »

Et comme le chef des prisons, M. Rocher, qui avait avec lui traversé le souterrain à la droite de Dreyfus, lui faisait cette observation :

— Pourquoi ne donnez-vous pas les noms de ceux dont vous parlez ? L'ex-capitaine aurait répondu : — Avant deux ou trois ans on les connaîtra.

Demande. — Voudriez-vous nous certifier cela ?

M. Durlin. — Ainsi que je vous l'ai dit, le chef des prisons, M. Rocher, n'était pas là ; la garde doit se tromper quant à la position qu'il occupait ; quelques gardes, deux ou trois, ceux qui conduisaient Dreyfus à la Santé, étaient par derrière, et il n'a pas été tenu d'autre propos que celui que je vous ai rapporté.

Si Dreyfus avait fait un aveu de culpabilité, je l'aurais rapporté à mes chefs. Dreyfus a ajouté : « J'ai confiance en Dieu ! » ce à quoi j'ai répondu : « C'est beaucoup, sans doute, mais ce n'est pas suffisant. » Depert a alors prétendu que la conversation n'avait été tenue ni pendant le trajet ni au bas de l'escalier montant, mais dans l'escalier descendant, dans un endroit où les paroles prononcées par Dreyfus pouvaient ne pas parvenir à d'autres personnes.

Je passe et je mets sous vos yeux la déclaration du capitaine Lebrun-Renaud :

Le samedi 5 janvier je suis allé commander mon escadron de service à l'Ecole militaire pour la dégradation de Dreyfus, qui devait avoir lieu à neuf heures.

Partis à 7 h. 45, nous arrivâmes à 7 h. 45 au lieu indiqué ; on me désigna le bureau de la garnison pour aller jusqu'à l'heure de la parade d'exécution.

Dreyfus commença par protester de son innocence, par dire qu'avec la fortune dont il disposait et l'avenir qui lui était réservé, il ne pouvait avoir aucun intérêt à trahir ; il ajouta : « Je suis innocent, dans trois ans on reconnaîtra mon innocence ; le ministre le sait et le commandant du Paty de Clam, qui est venu me voir dans ma cellule, m'a dit que le ministre le savait. Le ministre savait que j'avais livré des documents à l'Allemagne, ils étaient sans importance et que c'était pour me procurer de plus importants. » Le capitaine d'Atel était présent lorsque cette déclaration fut faite.

Voici maintenant les explications de D

d'une lettre rectificative que M. le premier président a reçue le 23 mai par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Angleterre, lettre communiquée par le ministère des affaires étrangères, le ministère de la guerre et par M. le garde des sceaux. Elle est du major général Talbot, commandant en Egypte.

Le Caire, 21 avril 1893.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un extrait du journal le Times du 12 février dernier, donnant la déposition faite le 5 décembre 1893 par M. le général de Gallifet devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

Le général de Gallifet a jugé à propos de faire allusion à une conversation privée tenue environ trois ans après que j'ai eu cessé de remplir les fonctions d'attaché militaire près de l'ambassade de Sa Majesté à Paris. Si on se rapporte aux paroles qu'on m'attribue, on doit conclure que j'ai obtenu des renseignements de M. le commandant Esterhazy.

Je tiens à déclarer que je n'ai jamais connu cet officier, que je n'ai eu avec lui aucune communication ni relation. J'ajouterais que, pendant toute la durée de mes fonctions, je n'ai jamais obtenu ou cherché à obtenir aucune information d'un officier français ou de toute autre source contre le payement d'une somme d'argent.

Le général de Gallifet a dû se méprendre sur le sens de mes observations qui tendaient seulement à établir ce fait : que le caractère du commandant Esterhazy était connu des attachés militaires. Mais c'est un fait postérieur au non départ de Paris ! car je me rappelle avoir entendu cette appréciation émise par les attachés militaires.

J'ai l'honneur de prier Votre Seigneurie, si elle le juge convenable, de vouloir transmettre cette lettre à l'autorité militaire qui atteste que j'ai la plus grande confiance en l'état-major de l'armée et que je regretterais que l'on pût penser que j'ai eu des relations suspectes avec des officiers de l'armée française.

Signé : TALBOT.

L'audience est levée à 6 heures.

FIN DU RAPPORT

DE

M. BALLOT-BEAUPRÉ

Audience du 30 mai.

A midi, la Cour entre dans la salle d'audience.

M. le président. — L'audience est ouverte. Monsieur le rapporteur, vous avez la parole pour continuer la lecture de votre rapport.

M. Ballot-Beaupré, rapporteur. — Je vais chercher maintenant, messieurs, avant de vous les soumettre, les arguments principaux que pourrait développer un mémoire de la partie adverse s'il y avait eu dans l'instance. C'est un mémoire supposé que je vais, en quelque sorte, analyser devant vous. Je serai ainsi plus bref, n'ayant pas à reprendre le récit des faits.

Pour soutenir que l'article 443 du Code d'instruction criminelle s'applique dans le cas dont nous nous occupons, M. Morand s'appuie sur trois ordres d'idées : 1° la communication qu'aurait reçue de pièces secrètes le Conseil de guerre en dehors de l'accusé et de son défenseur ; 2° les actes accomplis dans l'intérêt d'Esterhazy par les lieutenants-colonels du Paty de Clam et Henry, dont l'un était officier de police judiciaire et tous deux témoins dans le procès de 1894 ; 3° les expertises faites en 1894 et les révélations qui s'y rattachent.

Abordons successivement ces trois faits :

Le Conseil de guerre, dit-on, a-t-il eu régulièrement connaissance de quatre pièces du dossier secret : la pièce *Ce canaille de D...*, dont parle la déposition de M. Casimir-Perier, et les trois autres énumérées par Picquart : une lettre de l'agent A à l'agent E, une lettre de l'agent E à l'agent A, les renseignements relatifs au départ pour la Suisse d'un agent étranger, ces quatre pièces étant d'ailleurs les seules qui, d'après le lieutenant-colonel Picquart, auraient été communiquées au Conseil de guerre et commentées par le lieutenant-colonel du Paty de Clam ?

A supposer que les faits puissent être judiciairement considérés comme certains, à supposer aussi qu'ils ne doivent pas être écartés par une fin de non-recevoir immédiate, tirée de ce qu'ils ne se lieraient pas comme connexes aux deux moyens de révision énoncés dans la lettre de M. le garde des sceaux, ils ne constituent véritablement pas un vice de forme car ils ne sont pas par eux-mêmes de nature à établir l'innocence de Dreyfus, c'est-à-dire une erreur judiciaire. Ils ne peuvent être considérés que comme une violation de la loi. Or, une violation de la loi peut (article 441) donner lieu à un pourvoi de la part de M. le garde des sceaux devant la Chambre criminelle, tandis que la révision a pour objet (article 443) la rétractation d'un erreur judiciaire et ce sont les Chambres réunies, qui, après enquête, statuent (article 445).

Mais, il ne s'agit pas purement et simplement d'une communication illégale. Ce dont on se plaint, c'est que, par exemple, la pièce : « Ce canaille de D... » ait été présentée au Conseil de guerre comme applicable à Dreyfus, et qu'elle ait exercé une influence véritable sur sa condamnation, alors qu'il lui est connu qu'elle ne s'appliquait pas à lui. Si, en 1891, on a cru pouvoir, dans un procès de trahison qui intéressait au plus haut degré la défense nationale et la sécurité du pays, ne pas placer sous les yeux de Dreyfus des documents qu'il paraissait dangereux de lui montrer, si les juges du Conseil de guerre, qui ne sont pas des légistes et dont la bonne foi a pensé que dans une affaire de ce genre la raison d'Etat dominait tout et que devant elle s'effaçaient les considérations d'ordre purement juridique, ils se sont mis sans doute en contradiction avec la loi, qu'elle grave et quelque infamante que puisse être une accusation, accorde toujours à l'accusé la liberté de la défense et les mêmes garanties.

Mais de là il ne résulte aucun moyen de révision. En effet, l'article 443 paragraphe 4 implique nécessairement ou bien la révélation de faits, ou bien la présentation de pièces qui, inconnues aux juges au moment de la condamnation, sont de nature à établir l'innocence du condamné. Mais la pièce « Ce canaille de D... », si elle n'est pas de nature à établir la culpabilité de Dreyfus, n'est pas de nature non plus, je le répète, à établir son innocence. A plus forte raison, les trois autres pièces sur la portée

desquelles on discute encore aujourd'hui.

Ces quatre documents, les juges, par hypothèse, les ont connus en dehors de la défense. Ce serait là un vice de forme. Mais en fait, ils les ont appréciés bien ou mal, et s'ils ont eu le tort d'admettre que la pièce « Ce canaille de D... » était applicable à Dreyfus, s'ils se sont trompés à cet égard, l'erreur d'appréciation par eux commise au sujet d'un document qui, remarquez-le, n'est pas faux, qui est authentique, ne saurait autoriser la révision.

C'est ce qu'indiquait M. Jacquin, dans son rapport au Conseil d'Etat (annexes parlementaires. Sénat, 1892 ; page 392) :

Les pièces ou faits qui formeront la conviction de la Cour de cassation doivent n'avoir pas été connus lors du premier procès ; car ce n'est pas pour une erreur d'appréciation des juges que la révision doit être permise.

D'ailleurs, est-il certain qu'il y ait eu dans l'espèce une erreur d'appréciation ? Avons-nous, en tout cas, le droit d'affirmer qu'il ait pesé d'un poids quelconque dans la séance du 22 décembre 1894 ? M. Cavaignac et le commandant Guignot sont d'avis que « Ce canaille de D... » n'est pas Dreyfus ; mais il y a quatre ans on pouvait avoir une opinion différente. Le général Rogot (page 38) se borne à cette réflexion pleine de réserves :

Tout ce que je peux en dire, c'est que l'initiale D peut désigner Dreyfus et que Dreyfus a eu la possibilité d'avoir les plans directs dont il est question. C'est tout ce que je peux en dire.

M. Laroche, il est vrai, a déclaré devant la Chambre criminelle (page 327) qu'à Madagascar, en 1896, un des membres du Conseil de guerre, le capitaine d'infanterie de marine Freystaetter, aurait dit publiquement : « Cette canaille de Dreyfus a livré à l'étranger des plans de forteresse de la région de Nice. Voilà pourquoi nous l'avons condamné. »

Mais, en regard de la déposition de M. Laroche, il convient de placer la lettre que M. André Honnorat, rédacteur du *Happel*, a adressée le 15 avril dernier à M. le premier président :

Il me semble que je manquerais aux devoirs les plus imprescriptibles de la conscience, si je ne transmettais pas à la Justice la part de vérité dont le hasard m'a fait détenteur, et puisque M. le capitaine Freystaetter m'a déchargé de toute obligation par la lettre qu'il a adressée à M. le ministre de la marine, je vous demande la permission de dire très brièvement quelles sont les graves déclarations que cet officier a faites devant moi et qui m'ont amené à solliciter l'honneur d'être entendu par la Cour.

J'affirme donc, sous la foi du serment, que M. le capitaine Freystaetter a déclaré, en ma présence, le 12 mars dernier : « Que les juges du Conseil de guerre de 1894 avaient reçu communication, en chambre du Conseil, d'une sorte de biographie de Dreyfus dans laquelle on avait réuni toutes les charges » et à laquelle était jointe la pièce dite « Ce canaille de D... ». « Que ce n'est point cependant cette communication qui a entraîné sa conviction ; « Que cette conviction a été faite d'abord par les experts qui attribuaient le bordereau à Dreyfus ;

« Mais qu'elle l'a été surtout par la déposition du commandant Henry, qui a dit que les chefs savaient que Dreyfus était coupable, et qui a juré sur l'honneur que Dreyfus était un traître.

Vous n'avez pas voulu, messieurs, interroger à cet égard les membres du Conseil de guerre, parce qu'il vous a semblé que vous n'avez pas le droit de pénétrer dans la salle des délibérations pour demander à des juges compte des motifs qui les auraient déterminés ; mais le capitaine Freystaetter, qui avait exprimé le désir d'être entendu par les Chambres réunies, a dit le 24 avril :

Cette déclaration (celle d'Henry) a eue sur moi une influence considérable, en raison de l'attitude d'Henry qui, se tournant vers Dreyfus, le désignait du doigt comme le traître.

La conviction de la culpabilité de Dreyfus fut amenée par les affirmations de deux experts en écritures, qui attribuaient nettement le bordereau au capitaine Dreyfus.

Deux autres experts trouveront qu'il avait de grandes ressemblances et des dissimulations. Les dissimulations furent expliquées par M. Bertillon au moyen de mots grossiers par la photographie, empruntés au bordereau et à une lettre de Mathieu Dreyfus.

Comment donc prétendre que ce soit la pièce : « Ce canaille de D... », qui ait entraîné la conviction et du capitaine Freystaetter et des six autres membres du Conseil de guerre ? Dès lors, en admettant qu'il y ait eu communication irrégulière, comment soutenir que ces faits rentrent dans les prévisions de l'article 443 paragraphe 4 du Code d'instruction criminelle ?

Des deux moyens qu'énonce la lettre au garde des sceaux, le premier est, au fond, sur la suspicion dont seraient rétroactivement entachés, dans le procès de 1894, les témoignages d'Henry et de du Paty de Clam, à raison des faits accomplis par eux depuis 1896 en vue de sauver Esterhazy. Voyons quelle a été, pendant l'enquête préliminaire, puis dans l'information et enfin à l'audience le rôle des deux lieutenants-colonels en 1894.

Le 14 octobre, veille de l'arrestation de Dreyfus, M. du Paty de Clam était chargé, par ordonnance ministérielle, des fonctions d'officier de police judiciaire. Les avait-il sollicitées auprès du général de Boisdeffre avec qui, selon le commandant Guignot (page 233), « il était au mieux ? »

Il l'a dit devant la Chambre criminelle (page 303) ; il l'a répété devant les Chambres réunies : « Ces fonctions, je ne les ai pas recherchées, loin de là, elles m'ont été imposées par le général de Boisdeffre, mon chef », et celui-ci a déclaré (page 175) : « Je ne me souviens pas exactement si le commandant du Paty de Clam a été désigné directement par le ministre ou sur ma proposition. Son choix, du reste, était indiqué par sa situation d'ancien chef au 3^e bureau dont faisait partie Dreyfus. »

Le 18 octobre, ayant convoqué Dreyfus au ministère de la guerre, M. du Paty de Clam procédait à cette scène de la dictée qu'on lui a reprochée depuis ; mais elle avait été combinée avec M. Cochefert. M. Cochefert était présent et, de son côté, signé le procès-verbal. Rien n'était, du reste, plus naturel, plus légitime que ce moyen employé pour arriver à la découverte de la vérité.

Le 18 octobre, M. du Paty de Clam faisait écrire Dreyfus assis, debout, avec

un gant, avec une plume ronde, etc., et c'est M. Bertillon et M. Gobert, eux-mêmes, qui lui avaient conseillé. M. Bertillon, dans son rapport d'octobre 1894, nous apprend que l'écriture de 99 0/10 des lettres anonymes reçues par la Préfecture de police est renversée ou de la main gauche, ou avec un gant, debout, en tenant un cahier à la main. Et M. Gobert, dans sa première déposition, (page 183), a reconnu qu'il avait conseillé de faire tracer de l'écriture à l'officier soupçonné, en le faisant écrire debout, assis, sur l'angle d'une table, la main gantée, etc.

Sans doute, M. du Paty de Clam, dans les interrogatoires qui ont suivi, ne montrait à Dreyfus que peu à peu et par fragments détachés le contenu du bordereau, en photographie seulement ; il lui donnait même à entendre qu'il n'avait pas l'original en sa possession. Mais peut-on induire de là qu'il se soit acharné contre lui avec une passion blâmable ? Car, le 31 octobre, il dressait un rapport qui, s'il relevait les charges de l'enquête, ne concluait pas d'une façon directe et expresse à un ordre d'information. Il finissait par cette phrase : « Ma mission me paraissant terminée, j'ai l'honneur de vous adresser, M. le ministre, le dossier de cette affaire, afin que vous lui donniez telle suite que vous jugerez convenable. »

Et l'on prétend (c'est l'opinion du commandant Guignot, page 235) que, désireux d'avoir le procès pour se mettre en évidence, il aurait, pour forcer la main au gouvernement, fait connaître à la presse l'arrestation de Dreyfus, tenue cachée pendant quinze jours.

Mais il se défend contre cette inculpation de laquelle on ne rapporte aucune trace. Du reste, la lettre du 28 octobre qu'il avait reçue un rédacteur de la *Libre Parole*, M. Papillaud, était signée Henry, et M. Papillaud, qui y était traité de « cher ami », déclare l'avoir considérée comme une lettre anonyme parce qu'il ne connaissait pas la signature.

On ne saurait dès lors affirmer que la divulgation soit imputable à du Paty de Clam. Pour ce dernier, l'enquête préliminaire a démontré que le bordereau était parvenu en bon état au service des renseignements par la voie ordinaire.

Henry a donc eu en septembre le bordereau, sur la provenance duquel aucun doute n'est possible, et, le 15 octobre, il fut chargé de conduire Dreyfus à la prison du Cherche-Midi. Le lendemain, il rédigea le compte rendu d'une conversation que tous deux avaient eue en voiture.

On lui fait grief d'avoir, pour accabler Dreyfus, faussement constaté qu'il avait entendu l'officier de police judiciaire dire : « Vous êtes accusé d'avoir livré à une puissance étrangère : 1° une note sur les troupes de couverture ; 2° une note sur Madagascar ; 3° un projet de Manuel de tir de l'artillerie. »

Il est exact que l'interrogatoire porte seulement au début sur le crime de haute trahison.

Le commandant du Paty. — Mais ensuite vous avez surveillé un tirage des documents au service géographique ?

Dreyfus. — Oui.

Le commandant du Paty. — Quels documents ?

Dreyfus. — Des instructions relatives aux troupes de couverture.

Le commandant du Paty. — A quelle époque ?

Dreyfus. — En septembre.

Le commandant du Paty. — Vous avez eu connaissance d'une note relative à Madagascar ?

Dreyfus. — Non.

Le commandant du Paty. — Vous avez eu connaissance du projet de Manuel de tir d'artillerie de campagne 1894 ?

Dreyfus. — Non.

Henry, par conséquent, ne se trompait pas quand il déclarait avoir saisi ces mots : « Notes sur les troupes de couverture », etc.

Donc de bonne foi il aurait dû comprendre que Dreyfus, arrêté pour haute trahison, étant questionné spécialement sur ces trois documents, était par cela même accusé de les avoir eus.

C'était l'agent du ministre et il a maintenu son compte rendu.

A l'audience, les deux lieutenants-colonels ont été cités.

Le commandant du Paty de Clam, d'après une note remise par Dreyfus et par M. Demange, serait intervenu passionnément dans les débats, et il aurait eu avec M. Gobert une discussion à l'occasion d'une pièce qu'il avait voulu lui cacher afin que l'expert ne sût pas le nom de l'officier soupçonné.

Mais la déposition de M. du Paty de Clam n'a fait aucune impression sur M. Lépine, qui la range dans la catégorie des dépositions ordinaires.

En jugeant d'après le retentissement exceptionnel de l'affaire Dreyfus, beaucoup de gens s'imaginent que les débats du procès ont dû offrir un intérêt considérable et leur prêtent rétrospectivement une solennité particulière. C'est une erreur.

Il est peut-être arrivé, à quelques-uns d'entre vous, de plaider, au cours de leur stage d'avocat, l'affaire classique des militaires traduits en Conseil de guerre pour désertion en temps de paix avec enlèvement d'effets de petit équipement ? Eh bien ! toutes proportions gardées, les débats dont je parle se sont tenus en grande partie dans la note terne, grise, d'une affaire vulgaire. Aussi je vous demande la permission de glisser rapidement sur les dépositions incolores, pour ne m'attacher qu'aux faits saillants, et j'ai, pour cela, une bonne raison : c'est que, soit défaut de mémoire de ma part, soit en raison de leur insignifiance, je n'ai rien retenu de la plus grande partie des débats que leur insignifiance même. Je ne vais donc parler que des trois faits qui m'ont frappés : la déposition du commandant Henry, d'abord, et la déposition de M. Bertillon ; la plaidoirie de M. Demange.

Rien de plus facile, pour la déposition d'Henry. Vous vous rappelez ce qu'a dit M. Lépine. Elle a été sensationnelle par le ton, le geste, par ses attitudes de justicier s'écriant : « C'est lui, je le sais, je le jure ! »

Mais c'est là l'observation du général Zurlinden. Henry, c'était le délégué du ministre de la guerre, attestant, comme l'aurait fait le général de Boisdeffre ou le colonel Sandherr, que des rapports écrits, émanant du bureau de statistique, signaient un traître parmi les officiers d'état-major, et que les renseignements étaient ou comme ayant été récemment au deuxième bureau, d'où la conséquence que Dreyfus, stagiaire au deuxième bu-

reau à cette époque et dénoncé en octobre par la ressemblance de son écriture avec celle du bordereau, était bien le traître.

Or, ce qui prouve combien le bureau de statistique au nom duquel déposait Henry était peu suspect d'animosité contre Dreyfus, c'est qu'ayant été, dès mars, informé de l'acte d'espionnage et ayant, dès le mois d'avril, saisi la pièce contenant les mots : « Ce canaille de D... », il n'avait pas songé cependant à incriminer celui-ci ; il n'avait pas songé à l'incriminer lors de l'arrivée du bordereau en septembre, et pour attirer le soupçon sur lui en octobre il avait fait l'indication donnée par le colonel Fabre qu'il avait découvert la ressemblance de l'écriture.

Henry, à cette époque, était donc, comme le commandant du Paty de Clam, de bonne foi. Leur attitude ultérieure résulte du conflit qui survint plus tard.

Déposition Rogot (page 80) : Henry était un très brave soldat, d'extraction humble ; il n'avait qu'une instruction primaire qui était certainement inférieure à la situation qu'il occupait, et il s'est surtout trouvé inférieur à l'importance de crise qu'il traversait. Les chefs d'Henry : le général de Boisdeffre, parce qu'il ne voyait pas le service de prés (ses fonctions s'y opposaient) ; le général Goussier, par le scrupule d'une conscience timorée, étaient dans un état particulier devant les agissements de Picquart. Henry connaissait ces agissements, et il les connaissait aussi par son chef direct et les scrupules de sa conscience.

Il a pensé sans doute qu'il n'opposerait pas une résistance suffisante à ce qu'il croyait être une machination, et a fait cette pièce sans se rendre compte de l'énormité de l'acte, sans croire commettre ce grand crime, comme il l'a dit lui-même dans son interrogatoire. Pourquoi son acte, postérieur de deux ans au procès Dreyfus, changerait-il la situation du condamné ? Parce qu'il croyait malheureusement que la pièce ne sortirait jamais de son service, et parce qu'il croyait résumer par écrit la conversation qui s'échangeait entre les deux correspondants. Il me l'a dit en propres termes, et voici sur quoi il se basait : Il savait, par le rapport d'un de ses agents, qu'il était exactement dans la même situation de correspondance entre les deux correspondants.

On avait une lettre qui prouvait l'intérêt qu'ils avaient à se rencontrer et à se concerter. On en avait une autre qui semblait encore plus significative, bien qu'aucun nom ne fut prononcé. C'est à la vue de ces indices et de l'état d'esprit de ces correspondants et de cette lettre qu'il a fabriqué le document de M. Cavaignac.

Si on a donné à la Cour d'autres explications, c'est par les témoins qui auraient exprimé une opinion différente, et qui n'étaient certainement pas en mesure de connaître comme moi la personnalité d'Henry et les mobiles qui ont pu l'inspirer.

En un mot, Henry était persuadé que Dreyfus était coupable, et que le chef du service des renseignements, le lieutenant-colonel Picquart, entreprenait de réhabiliter un traître. Alors, au petit bleu qu'il regardait comme un faux, il a eu la déplorable idée de répondre par un autre faux. Mais cette action criminelle, postérieure de deux ans au procès, n'infirme en aucune façon le témoignage que, comme délégué du ministre, il avait apporté au Conseil de guerre. Il a eu pour but d'ajouter après coup contre le condamné une charge plus de celles qui existaient déjà. Cette charge nouvelle doit disparaître, les autres restent.

Quant au faux et à l'altération subie par une pièce sur laquelle on voulait baser toute une machination, rien ne démontre que Henry ou du Paty de Clam en soient les auteurs.

En 1897 ils se sont livrés, dans l'intérêt d'Esterhazy, à des actes éminemment répréhensibles, à la fois ridicules et odieux, qui ont porté la plus grave atteinte à leur dignité d'officiers et dont on ne saurait rendre l'armée solidaire.

Dans les conditions où ils ont accompli ces actes, engagés-ils d'autres personnes qu'eux-mêmes et fait-ils naître des questions de réimpressions du lieutenant-colonel du Paty de Clam ?

Le désaveu des chefs de l'état-major est formel :

Je n'ai eu connaissance (2^e déposition du général de Boisdeffre, page 388) des démarches du colonel du Paty auprès du commandant Esterhazy que bien après le procès Zola. Au mois d'octobre 1897 me parvinrent, ainsi qu'au ministre, des lettres anonymes exposant la campagne qui se préparait pour substituer Esterhazy à Dreyfus.

Vers la même époque arrivaient également les lettres d'Esterhazy au Président de la République, au ministre de la guerre et au général de Boisdeffre. Je ne rappelle qu'à ce moment le lieutenant-colonel du Paty de Clam me fit part des inquiétudes de M. de Nettancourt, membre du même Cercle que lui, l'Union, je crois, et j'ai dû lui répondre qu'il devait être tranquille, qu'il n'était pas possible de substituer Esterhazy à Dreyfus, puisque nous avions la conviction absolue de la culpabilité de Dreyfus. Je ne rappelle également que les chefs de la section de statistique avaient soumis au général Goussier l'idée de prévenir le commandant Esterhazy par des lettres anonymes. Le général Goussier, bien entendu, soumit cette idée au général Billot, qui ne l'accepta nullement. Le général Goussier transmettait la défense du colonel Billot, avec ordre formel de l'exécuter : cet avis ne fut jamais envoyé.

Le général Goussier avait pris comme auxiliaire, pour copier ces pièces, le commandant du Paty de Clam, qui lui semblait tout indiqué comme ayant été mêlé déjà à l'affaire Dreyfus.

Je n'ai pas souvenir de ce qui a pu se passer ensuite. Je me rappelle seulement qu'à la suite d'insinuations de la presse, il me fut remis un numéro de journal prétendant que j'avais télégraphié à Esterhazy à Londres. J'écrivis au ministre de la guerre, le 4 décembre, une lettre pour le prier de faire démentir le fait en question et de constater que je n'avais ni vu ni connu Esterhazy. Le ministre estima utile de communiquer la lettre entière. Au moment où j'allais porter cette lettre au ministre, le général Goussier entra dans mon bureau, où se tenait M. du Paty de Clam, et lui dit : « Voilà ce que le général vient d'écrire au ministre ; n'avez-vous rien fait qui ait pu prêter aux insinuations de la presse ? M. du Paty de Clam m'en donna l'assurance.

Ce que je me rappelle parfaitement comme incident se rapportant à cet ordre de faits, c'est qu'un moment où il était question de traduire le commandant Esterhazy devant un Conseil d'enquête, le général de Pellieux vint me trouver et me dit : « Je viens vous rendre compte qu'Esterhazy vient de me déclarer que si on le traduisait devant un Conseil d'enquête et si on le mettait en réforme, il déclarerait qu'il était l'homme de l'état-major et n'aurait agi que d'après l'ordre de ses chefs, qu'il en avait la preuve. Je répondis que de pareilles menaces étaient un motif de plus et suffisait seules pour que je demandasse sa comparution devant un Conseil d'enquête. Le lendemain, il me fit dire qu'il venait de recevoir une lettre de M. Esterhazy disant que tout ce qu'il avait dit la veille était faux.

De même, le général Goussier, deuxième déposition :

La conduite du colonel du Paty ne peut être attribuée qu'à une véritable aberration.

Il y a eu de sa part excès de zèle, mais aussi des démarches imprudentes, et même inqualifiables, que j'aurais formellement interdites si j'avais pu les soupçonner ; d'au-

tant plus que je lui avais toujours formellement défendu toute démarche auprès d'Esterhazy.

Il le savait si bien que, lorsque le chef d'état-major général écrivit sa lettre du commencement de décembre 1897, pour déclarer qu'il n'avait fait ou fait faire aucune démarche auprès d'Esterhazy, je fis venir le colonel du Paty pour lui montrer la lettre que le chef d'état-major allait lui envoyer et lui demandai si la lettre pouvait être lancée, s'il n'y avait rien dans ses démarches de contraire aux affirmations indiquées dans la lettre. Il me répondit affirmativement, et la lettre fut lancée.

En ce qui concerne le colonel Henry, en dehors de la démarche de Montsouris, je n'ai jamais connu aucune démarche de sa part auprès d'Esterhazy.

Le 5 mai courant, le général Goussier écrit à M. le premier président :

Bien que mes dépositions antérieures réfutent par avance la plupart des allégations que le *Figaro* du 2 mai prête au colonel du Paty, je crois nécessaire de protester contre le rôle que me font jouer les récits du *Figaro*, contre les conversations qu'il me prête, notamment contre le fait monstrueux que le lieutenant-colonel du Paty m'aurait fait part de ses soupçons au sujet de l'authenticité de la pièce Henry. En tout état de cause, confirme-t-il, j'affirme une fois de plus que ni le général de Boisdeffre, ni moi, nous n'avons jamais engagé le lieutenant-colonel du Paty à entrer en relations avec Esterhazy, a fortiori à faire près de ce dernier une démarche personnelle quelconque d'une nature quelconque. J'affirme également que rien dans l'attitude du chef d'état-major général ou dans la mienne n'a pu laisser croire au lieutenant-colonel du Paty qu'il était autorisé à faire des démarches individuelles auxquelles il s'est livré près d'Esterhazy, de différentes personnes de son entourage.

Mais, par eux-mêmes, les faits ainsi dévoués ne peuvent, pas plus que le faux Henry, servir de base à une demande de révision, car, pas plus que lui, ils n'accusent le mal fondé de la condamnation prononcée en 1894.

Que prouvent-ils ? Uniquement ceci : c'est qu'en 1897, au bout duquel de trois ans fixé par Dreyfus, les lieutenants-colonels Henry et du Paty de Clam voyaient, aussi bien que leurs chefs, s'ouvrir, contre le jugement du Conseil de guerre, une campagne dans laquelle il y avait Picquart, dont les intentions étaient sincères et désintéressées, d'autres, n'obéissant qu'à l'esprit de race et à la volonté de faire, coûte que coûte, innocenter le condamné ; d'autres, guidés par des sentiments d'hostilité et de haine contre l'état-major et contre l'armée elle-même ; puis des étrangers, heureux de faire cause commune contre la France, et enfin, ceux qu'achetait et payait l'ordre de ce Syndicat sur lequel le député de Grandmaison est venu donner des renseignements.

Henry et du Paty de Clam ont pensé que cette campagne désorganiserait notre service de renseignements militaires, qu'elle compromettrait la défense nationale, qu'elle entraînerait, pour notre patrie, des conséquences graves à tous égards et, comme ils ne doutaient pas de la culpabilité de Dreyfus, ils ont accourus à l'aide d'Esterhazy, de l'innocence duquel ils ne doutaient pas non plus ; ils l'ont averti, ils l'ont appelé à Paris, ils l'ont eu avec lui des entretiens et l'ont mis en garde contre les machinations qui se préparaient.

De pareilles démarches auprès d'un officier supérieur de l'armée qui les tenaient pour injustement soupçonnés ne sauraient se transformer en preuve de l'innocence de Dreyfus, parce que, au lieu de procéder ouvertement, ils ont eu recours à des manœuvres bizarres, inspirées par l'esprit romanesque et l'imagination malhabile de du Paty de Clam qui déjà en avait pratiqué d'analogues en 1893, dans une affaire d'ordre privé, où il était question d'une femme volée et où un document, libérateur, d'un autre genre, avait été mystérieusement remis dans un endroit désert.

Donc, ils ont envoyé à Esterhazy une lettre signée « Espérance » ; ils lui ont donné un soir, à côté du parc Montsouris et du cimetière Montmartre, des rendez-vous pour lesquels ils ont mis de fausses barbes noires et des lunettes bleues. Est-ce que cela est de nature à établir que Dreyfus ne soit pas l'auteur du bordereau ?

Esterhazy, sur leur conseil, a ensuite adressé au Président de la République, avec une copie de la lettre anonyme signée « Espérance », trois lettres, qu'il dit lui avoir été dictées, dans lesquelles cependant on reconnaît bien son style, même et que tout le monde est unanime à flétrir.

Ces lettres prouvent d'abord qu'il voulait à tout prix, même par d'indignes menaces, obtenir qu'on apportât immédiatement un terme aux attaques dont il attribuait la responsabilité à Picquart ; elles prouvent également qu'il cherchait à compromettre celui-ci en l'accusant d'avoir détourné et de s'être laissé voler par une femme la pièce secrète : « Ce canaille de D... », mais elles ne prouvent pas que l'auteur du bordereau soit un autre que Dreyfus.

Puis le général de Pellieux commence son enquête. Du Paty de Clam qui avait reçu de ses chefs l'ordre de ne plus voir Esterhazy, continuait avec lui des relations par intermédiaire et lui envoyait une note en deux écritures, afin de s'entendre sur les déclarations à faire devant le général de Pellieux.

Mais, quels étaient les points que cette recommandation concernait ? Du Paty de Clam ne pouvait pas être convaincu de désobéissance à ses chefs. Il disait à Esterhazy : « Restez muet sur la nature des rapports que nous avons ensemble, jamais je ne vous ai rien divulgué de confidentiel, ce n'est pas moi qui vous ai dénoncé Picquart. »

C'était donc dans un intérêt exclusiviste personnel que la note aux deux écritures était rédigée par lui.

Esterhazy, qui a raconté cela, soit devant le général de Pellieux, soit devant le commandant Henry, recevait des instructions d'Henry sur ce qu'il avait à répondre ; mais son témoignage isolé n'est pas suffisant, et il n'est pas permis de supposer, avec le mémoire de M. Morand, que si Esterhazy n'a pas été condamné, si par suite le cas de révision obligatoire dérivant de deux condamnations inconciliables (article 443, paragraphe 2) ne peut être prononcé, les actes imputables à du Paty de Clam et à Henry en soient la cause.

Non ! Reportons-nous par la pensée en décembre 1897, après la dénonciation de Mathieu Dreyfus et avant le procès Zola. Combien étaient-ils en France, ceux qui à cette époque ne croyaient pas Dreyfus coupable ? Un bien petit nom-

bre ! Dans l'opinion générale on n'admettait pas que le Conseil de guerre se fût trompé ; c'était un état d'esprit qui n'avait besoin ni d'une note de l'Agence Havas pour s'affirmer, ni des menées de du Paty de Clam ou d'Henry pour entraîner un acquies

tion, je remarquai que l'accusé était très attentif. Avant fait allusion à l'angoisse qui peut étreindre le cœur d'un honnête homme accusé d'un fait semblable, l'accusé me regarda nerveusement et dit : « Ces angoisses, monsieur, vous ne pouvez pas les connaître moi, je le dis que le bordereau était faux », ajouta-t-il, « la preuve de cette confection artificielle, je vais vous la donner, elle m'a été révélée par le petit instrument dont je me sers journellement ». En disant ces mots, je sortis de ma poche le décimètre et montrai comment il m'avait conduit à examiner le bordereau sur lequel le mot « intré » se retrouvait. La figure de l'accusé se contracta. Saissant la table d'une main, il murmura, d'une voix distincte pourtant, ces mots entendus par d'autres que par moi : « Oh ! le misérable ! »

Cette exclamation prononcée à l'occasion d'une remarque concernant la forgerie du bordereau me frappa ; elle frappa mes voisins, le mot me fut répété plus de deux ans après. On y ajouta même ce détail : « Oh ! misérable, tu m'as donc vu écrire ! »

En réalité, cette dernière phrase se réfère à la question que l'accusé pria le président de m'adresser à la fin de ma déposition : « Que le témoin, dit-il, veuille bien jurer qu'il n'a pas été transmis. Mais j'étais tellement sûr de pouvoir reconstituer la façon dont il s'y était pris pour constituer ce document qu'il me semblait qu'il pourrait laisser échapper cette double remarque ; et après cette exclamation « Oh ! le misérable », il ne songea pas une seule fois à contrôler, à s'assurer, ni même à comprendre les observations que je présentais. Quand je signalais la présence d'une petite encoche, tandis que le ministère public se penchait sur le bordereau pour en constater la présence, qui avait échappé aux experts, Dreyfus semblait figé dans son immobilité, et je comprends l'angoisse qu'il éprouva lorsque je superposai le mot « intré ». Je l'ai constatée et d'autres témoins m'en ont également parlé.

Cette déclaration, il faut en convenir, n'a pas été entièrement confirmée par M. Bertillon devant les Chambres réunies.

M. Lépine dit, d'autre part :

Je connaissais M. Bertillon pour un esprit réfléchi et consciencieux, et d'une ingéniosité confinant au génie par certains côtés, je puis le dire sans exagérer. Lorsque le ministre de la guerre me demanda de l'adjoindre aux experts désignés, j'accédai volontiers à son désir, dans la pensée que le travail personnel de M. Bertillon pourrait servir à la manifestation de la vérité. Les conclusions auxquelles il aboutit après un labeur acharné étaient très savantes ; mais à l'audience ses déductions paraurent embrouillées et ses renseignements compliqués et nuageux. Il n'a pas de facilité d'élocution, il ne fut pas compris. Me Demange ne fit dans sa plaidoirie qu'une allusion dédaigneuse à cette déposition. Le ministère public n'en fit pas mention. Quant aux juges, il me semblait lire sur leur figure cette pensée, que je vous demande pardon de traduire ainsi : « Il nous ennuie ce civil ! Nous n'avons pas besoin tant de renseignements pour savoir de qui est le bordereau ».

Demange. — La déposition de M. Bertillon n'a-t-elle pas paru impressionnante à Dreyfus ? Est-il dans les souvenirs du témoin qu'elle ait été attachée à l'accusé l'exclamation rapportée tout à l'heure ?

M. Lépine. — La déposition de M. Bertillon a duré deux heures, et ce n'est qu'un passage de cette déposition que j'ai entendu dans la bouche de Dreyfus une exclamation indignée. C'est à cela que je faisais allusion quand je parlais d'une contraction de la figure de l'accusé. Quant à l'expression : « Oh ! le misérable ! » que M. Bertillon, dans sa déposition devant la Cour, place à ce moment dans la bouche de l'accusé, je l'ai entendue depuis attribuer à Dreyfus par M. Bertillon lui-même.

Les travaux de M. Bertillon n'en subsistent pas moins, et, aux conclusions qui en découlent, il n'y a aucune raison de préférer celles des autres experts. Quant au papier pelure du bordereau, certainement il est pareil à celui des deux lettres d'Estéharzy, mais il n'était pas hors du commerce, puisqu'en octobre 1894, pendant l'enquête du colonel du Paty de Clam, on en a trouvé un échantillon semblable, quoique plus ou moins différent, chez M. Marion, marchand en gros, cité Bergère, et des marchands interrogés par des agents de M. Cochefert ont déclaré qu'il leur serait facile d'en fournir sur commande, dans un délai de vingt-quatre heures. Par conséquent, Dreyfus a pu en avoir aussi d'autant mieux que les trois spécialistes commis par délégation de la Chambre criminelle en 1895 disent dans leur rapport, page 476 :

Nous avons cherché à nous éclairer sur la provenance de ce papier, mais nous n'avons pas tardé à reconnaître l'impossibilité de déterminer l'usine où il avait été fabriqué. Car il ne contenait aucune indication, telle que marque ou vestige de marque de fabrique, nous en ayant fourni les moyens, aucun caractère particulier ne nous ayant permis de le presser sur papier. Les papiers de cette espèce avaient certainement été écoulés à Paris avant qu'il n'ait été remis à Dreyfus. Depuis cette époque, cet écoulement s'était progressivement amoindri sans être arrivé cependant à disparaître, car il existe à Paris et dans les environs de nombreuses villes, des maisons qui possèdent encore, article dans leurs magasins et le vendent assez régulièrement.

La culpabilité de Dreyfus est d'ailleurs démontrée par la teneur même du bordereau. Ce document, lors du procès, avait été par erreur indiqué comme datant du mois d'avril ou du mois de mai 1894 ; mais à l'heure actuelle, aucun doute n'existe. Sa date doit être placée dans les derniers jours du mois d'août.

Je ne lis pas le texte et je passe rapidement à la phrase finale : « Je vais partir en manœuvres ». Ce qu'il est permis d'en dire, c'est qu'elle peut émaner de Dreyfus qui, bien qu'il n'ait pas été aux manœuvres, a dû croire, jusqu'au dernier moment qu'il partirait. Les stagiaires de la dernière année espéraient, en effet, qu'on ne leur appliquerait pas, en 1894, la décision prise le 15 mai par le chef de l'état-major général. C'est le 27 août seulement que leur espoir fut déçu. Les dépositions du général Zurlinden (page 30) démontrent que c'est le 27 août qu'on leur annonça que, cette année, ils n'iraient pas aux manœuvres.

Deposition Guignot :

Cette décision surprit beaucoup ; je me rappelle avoir entendu dire à l'un d'eux le capitaine... qui était camarade de Dreyfus, qu'il avait déjà fait sa canine pour partir aux manœuvres, quand il apprit qu'on maintenait les stagiaires à l'état-major de l'armée.

Et d'après les renseignements transmis par M. le ministre de la guerre le 13 mai, sur demande de M. le premier président, c'est à la date seulement du 25 septembre 1894 qu'a été envoyée au 3^e bureau, pour être communiquée verbalement aux stagiaires, la note de service indiquant les régiments dans lesquels ils complèteraient leur instruction.

Mais, à l'inverse, il est constant qu'Estéharzy en sa qualité de major n'a pas été officiellement aux manœuvres et

l'on n'établit pas qu'il s'y soit rendu en amateur. La phrase finale n'est donc pas un argument contre lui.

Les autres dénégations désignent nécessairement un officier d'artillerie stagiaire de deuxième année à l'état-major. Par conséquent pourquoi lui, alors qu'à la même époque il se trouvait avec lui des officiers dans les mêmes conditions ? C'est qu'aucun d'eux n'avait comme la sienne une écriture ressemblant à l'écriture du bordereau.

Nous venons de dire que nécessairement le traître était un officier d'artillerie stagiaire de deuxième année à l'état-major ; en effet, sur les cinq sujets visés par le bordereau, trois avaient trait à des questions d'artillerie ; mais tous impliquaient une connaissance variée des questions traitées dans les différents bureaux de l'état-major. Or, à la fin de la première année, un stagiaire n'a encore passé que par deux bureaux sur quatre, tandis que Dreyfus avait terminé son stage quand il a été arrêté.

Quels étaient ces cinq sujets ? Une note sur le frein hydraulique du canon de 120 court et du frein hydro-pneumatique qui seul en 1894 pouvait avoir un intérêt de nouveauté pour les agents étrangers ; car le frein hydraulique à glycérine modèle 1883, dont les descriptions complètes figurent dans les règlements des bouches à feu de siège du 6 avril 1889 et étaient dans le domaine public, il n'est pas d'ailleurs particulier au 120 et, ainsi que l'indique une note du ministère de la guerre (Liasse 5, dossier 6, cote 12, cote 2) son seul objet est de guider le recul de l'affût sur la plate-forme ; il remplace à cet effet l'ancien sabot d'enrayage ; le coup tiré, l'affût est ramené en batterie à bras d'hommes.

Au contraire, le frein hydro-pneumatique assurait pour la première fois la remise en batterie automatique d'un canon de 120 court. Grâce à lui, le canon de 120 court, après avoir été ramené de lui-même en batterie sans aucune intervention des servants.

Mais, en 1894, il était nouveau ; et le canon de 120 court, matériel de campagne, était alors seul muni.

Le frein spécifié dans le bordereau était donc, non pas le frein hydraulique depuis longtemps en usage — qui était du 155 aussi bien que du 120 — mais du frein hydro-pneumatique nouveau ; qui, spécialement, était du 120 court.

Le canon que l'on construisait à la fonderie de Bourges a été aux écoles à feu de la 8^e brigade en 1890.

Vers la fin de 1893, on décida d'en armer, comme artillerie de campagne, les régiments appartenant aux 1^{er}, 2^e, 4^e, 8^e, 11^e, 14^e et 17^e corps ; ces régiments reçurent chacun deux batteries, avec lesquelles ils firent les écoles à feu en 1894.

Mais, continue le général Rogot, le frein de ce canon était inconnu de la masse des officiers d'artillerie, il ne pouvait être connu que par les officiers qui l'avaient construit à la fonderie de Bourges et par les officiers appartenant à la Commission d'expériences de Calais et de Bourges.

Actuellement, en effet, les officiers d'artillerie eux-mêmes ne connaissent ni les procédés de construction, ni l'organisation des parties essentielles. Le règlement interdit de démonter, et en cas de mauvais fonctionnement du canon, celui-ci doit être renvoyé aux manufactures. Il existe un règlement d'avril 1893, qui donne la description du frein ; c'est une description superficielle. En 1893, les officiers d'artillerie autres que ceux dont j'ai parlé, ne pouvaient avoir aucune connaissance du frein. Or, Dreyfus avait été à Bourges, à l'Ecole de pyrotechnie, du 12 septembre 1889 au 1^{er} novembre 1890, pendant les essais, en sorte qu'il avait pu, étant donné surtout sa curiosité pour les questions nouvelles, acquérir des renseignements intéressants sur le frein.

Au contraire, un officier d'infanterie comme Estéharzy n'aurait pu en fournir. On fait cependant deux objections, la première c'est qu'un artilleur aurait dit : « Le frein hydro-pneumatique et non frein hydraulique » ; qu'il aurait dit : « Canon de 120 court » ; et non : « Canon de 120 ». Il aurait dit, en parlant de la pièce : « La façon dont elle s'est comportée », et non « conduite ».

Mais, questionné par le ministre de la guerre, le général Deloye, directeur de l'artillerie, a répondu (page 779) :

« On dit aussi bien s'est conduite » que « s'est comportée » ; c'est affaire d'habitude individuelle ; l'expression n'a rien d'absolu ; on dit également aussi souvent canon de 120. »

On joint à la copie du bordereau par le commandant du troisième bureau chargé de la répartition des 300 exemplaires du règlement dont il a été question ci-dessus. Dans ce règlement, on dit plus souvent « batterie de 120 » que « 120 court ».

Cette expression est plus employée par les officiers des services techniques que par les officiers placés dans les troupes. Quant aux études du frein, elles ont été confidentielles ; on savait que le frein contenait un liquide ; on savait que l'expression « frein hydraulique » était employée souvent par ceux ignorant les questions techniques.

La seconde objection, c'est que l'auteur du bordereau n'a souligné aucun point secret, puisque en 1890 le canon de 120 court était connu de l'étranger, dans tous ses détails, frein compris.

Le général Deloye dit (page 773) :

Comme documents susceptibles de renseigner sur le matériel de 120 court, la section technique ne possédait à cette date que les deux rapports de la Commission d'expériences de Calais, des 17 janvier et 14 mars 1890, et les procès-verbaux des séances de ladite Commission. Mais ces divers documents, rédigés à un point de vue théorique, ne donnaient que de vagues renseignements sur les tracés et la construction du matériel ; il en est de même du bulletin des questions à l'étude rédigé d'après ces documents. En 1890, la section technique ne possédait sur l'organisation du frein de 120 court aucune donnée précise.

C'est que par lettre n° 205, du 6 mars 1894, que le général Ladvocat, alors président du comité, demanda au ministre d'adresser à la section technique de l'artillerie les tables de construction provisoires du canon de 120 court, du niveau fixe, du frein hydro-pneumatique et de la pompe de recharge. Ces documents, qui n'existaient pas au ministère de la guerre, furent demandés à la fonderie de Bourges par dépêche n° 9.977, du 13 mars 1894. Le directeur de la fonderie les adressa au ministre, par lettre n° 606, du 29 mars 1894. Le ministre les transmit le 7 juin 1894 par dépêche 1894 au président du Comité qui les reçut le lendemain 8 juin 1894. C'est seulement à partir de cette date que la section technique de l'artillerie posséda les tracés du matériel de 120 court ; il y avait près de quatre ans que les agissements du sieur Boutonnet avaient cessé.

En second lieu, il n'a jamais été prouvé que le sieur Boutonnet ait livré tous les documents qui lui passaient par les mains ; en raison même du volume de ces documents, il était obligé de faire un choix.

ment on a eu la conviction que l'étranger, en 1894, n'était pas encore suffisamment renseigné sur le matériel de 120 court et attachait un grand intérêt à en connaître tous les détails, il ajoute (page 777), à l'occasion d'assertions émises par le commandant Hartmann, que le cours de l'Ecole d'Application professé en 1892-93 ne contenait aucune description du canon, ni du frein de 120 court ; que la conférence du 30 avril 1892 par le colonel Orsel aux élèves de deuxième année de l'Ecole de Saint-Cyr, ne donne aucun renseignement sur la disposition et le tracé des organes du frein du 120 court, qu'elle est absolument insuffisante pour permettre de construire le frein et même de se rendre compte de sa valeur pratique ; qu'en 1894 il n'y avait dans le commerce aucun règlement sur le canon de 120 court ; qu'un règlement approuvé par le ministre, le 28 mai 1895, n'a été publié par les éditeurs militaires qu'à la fin de 1895 ou au commencement de 1896 ; que, du reste, pour un étranger, d'autres questions intéressantes se présentaient (page 779) : la mobilité de ce matériel, la puissance des projectiles, la facilité de réglage de son tir, toutes choses rentrant dans la formule générale : « Manière dont s'est conduite cette pièce » ; qu'enfin, en ce qui concerne le matériel du 120 court, la troisième direction (artillerie) a envoyé à l'état-major de l'armée, 4^e bureau, par note n° 150.097, du 30 octobre 1893, des renseignements confidentiels portant sur les points suivants : effectif en hommes, chevaux et voitures de la batterie de 120 court et de la section de munition, voitures de ces unités. A cette note était joint un exemplaire des tables de construction de l'affût et du canon 120 court.

Et précisément Dreyfus était au 4^e bureau de juillet 1893 à janvier 1894. Quant à Estéharzy, il était au camp de Châlons pour les écoles à feu, du 5 au 15 août 1894. Mais les manœuvres de masses d'artillerie n'ont commencé que le 16. Le 17, il écrivait de Rouen.

En admettant qu'il se trouvât encore à Châlons le 16, quels renseignements aurait-il pu fournir ? Le capitaine Le Rond, qui était officier d'ordonnance du général Guillon, directeur des manœuvres, a déclaré qu'il était impossible à lui que ce fut de pénétrer dans les batteries ou même de s'en approcher, à tel point, dit-il, « que je fus un jour envoyé au galop de mon cheval près de trois colonels d'artillerie, officiellement admis à suivre les manœuvres et qui s'étaient approchés de la batterie dans un rayon de quelques mètres, pour leur rappeler les prescriptions du général directeur. En dehors de leur présence au champ de tir, les batteries étaient sous la surveillance de factionnaires. J'ajoute que, malgré la situation que j'occupais pendant ces manœuvres, il ne me fut jamais donné de me rendre compte de la construction et du fonctionnement du frein du 120 court. »

« Note sur les troupes de couverture : quelques modifications seront apportées par le nouveau plan. »

Que faut-il entendre par là ?

Le bordereau, dit le général Rogot (page 58), ne parle pas de la couverture au point de vue théorique. Il parle des troupes qui font partie de la couverture, non de telle ou telle troupe qui serait connue de l'auteur, mais des troupes en général, d'estime, il s'agit d'ensemble. Le bordereau parle aussi des modifications qui seront apportées par le nouveau plan ; il s'agit donc de modifications futures, non de celles qui ont été apportées à l'ancien plan. Je crois devoir appeler l'attention aussi sur l'expression : « nouveau plan ». Il ne s'agit pas d'un plan prochain dont la date n'est pas encore déterminée, il s'agit d'un nouveau plan, c'est-à-dire de celui qu'on prépare, c'est la tout à fait la langue de l'état-major de l'armée, où l'on dit « prochain plan » tant qu'il n'y a pas de plan en élaboration, et « nouveau plan » dès que le plan est à l'étude, bien que cette étude dure parfois un an. Non seulement ce langage est tout à fait celui de l'état-major, mais encore il correspond exactement à des travaux qui ont été faits en 1891.

Et le général explique (page 59) : « Qu'on avait décidé d'élaborer un nouveau plan pour le printemps 1895. On le mit peu après à l'étude et, à la suite de conférences entre le 1^{er}, le 3^e et le 4^e bureau, on résolut d'établir la couverture pour l'automne. Mais il se présenta des difficultés considérables pour faire à l'automne des transports en fonction du plan nouveau et on fut ainsi condamné à prendre des solutions provisoires en attendant la solution définitive. »

Et le général Rogot conclut (page 59) : « L'on pouvait savoir à l'état-major, que l'on savait effectivement qu'il y avait un travail de préparation de la couverture, que des modifications très importantes seraient apportées par le nouveau plan, à une personne qui n'aurait pas été mêlée à ces travaux n'aurait pu savoir que le nouveau plan allait apporter des modifications, etc. »

En effet, dans le dossier communiqué à la Cour par le ministère de la guerre (Liasse 5, dossier 5), un document officiel, du 15 octobre 1894, indiquant, comme le déclare le général Rogot (page 60), que « pour un certain nombre de divisions, pour 5 bataillons de chasseurs, pour une compagnie du génie, les solutions seraient modifiées par le nouveau plan en raison de l'obligation où l'on avait été de maintenir les transports... »

Ce document n'a pu en dehors de l'état-major être connu qu'après le 15 octobre, mais le commandant Guignot fait observer :

Le travail relatif à la couverture était terminé au 3^e bureau et que déjà à ce moment l'on prévoyait que certaines modifications seraient apportées à ce travail lors de la mise en vigueur du nouveau plan concernant la composition, la répartition et les emplacements initiaux des troupes de couverture et Dreyfus en août 1894 était depuis le 1^{er} juin au 3^e bureau ; il était du reste si bien au courant que, plusieurs mois auparavant, causant un jour avec ses camarades il avait de mémoire tracé au tableau noir un dessin reproduisant tous les détails de la concentration (Dossier 5, page 10).

Note sur une modification à la formation de l'artillerie.

Comme l'explique, le ministère de la guerre dans le document que je viens de citer (page 4), dans la terminologie militaire, le mot formation désigne, soit la façon dont sont distribuées les troupes aux manœuvres (formation en bataille, en colonne, en rangs serrés, en rangs dispersés, formation de combat, etc.), soit la répartition des unités des différentes armes dans les divisions des corps d'armée au moment de la mobilisation. C'est dans ce dernier sens qu'il faut

comprendre le terme formation employé par l'auteur du bordereau.

En 1894, aucune modification au règlement de manœuvres d'artillerie n'était mise à l'essai ni même projetée. Par contre, des changements considérables furent apportés, dans le courant de l'année 1894, à l'organisation de l'artillerie et à la formation de cette arme, prévues en cas de guerre, par suite du passage des pontonniers au génie et de la création de nouveaux régiments d'artillerie.

Page 18, de cette même note ministérielle.

La loi promulguée le 23 juin seulement a été votée le 31 mai ; c'est donc après le 31 mai que le 1^{er} bureau de l'état-major de l'armée commença à préparer l'organisation de l'artillerie. Cette organisation fit l'objet d'une lettre confidentielle, en date du 4 juillet, adressée aux commandants de corps d'armée. La lettre autographiée au 1^{er} bureau fut envoyée aux autres bureaux de l'état-major de l'armée dans le courant de juillet. Dreyfus était à la différence d'Estéharzy, en mesure de se renseigner complètement.

Note relative à Madagascar.

Le général Zurlinden dit (page 29) :

Au 3^e bureau, un travail sur le projet d'expédition avait été terminé le 20 août 1894 et les épreuves définitives en avaient été tirées le 29. Dreyfus était depuis le 1^{er} juillet au 3^e bureau. Il a pu, en conséquence, emprunter à ce travail des données du bureau ayant trait aux plans de l'expédition et à l'organisation de l'approvisionnement.

Reste le dernier article du bordereau : le projet de Manuel de tir de l'artillerie de campagne, 14 mars 1894. Le général Rogot (page 61) reconnaît que le document n'était pas secret.

Les exemplaires n'étaient pas numérotés ; ils ne portaient même pas la mention : « Confidentiel » ; mais ce projet avait de l'intérêt en 1894 parce qu'il instituaient une méthode nouvelle pour le réglage du tir du canon de campagne. Dreyfus, au 2^e bureau, s'était avec raison étonné que la direction de l'artillerie ne parût pas avoir connaissance de ce projet, et qu'il avait demandé à l'état-major d'exemplaires pour les stagiaires.

L'état-major finit cependant par recevoir pour les vingt-quatre stagiaires, 40 exemplaires d'un feuillet, pendant quarante-huit heures, prêt par le lieutenant-colonel Jeannel — qui l'affirme — à Dreyfus dont les dénégations à cet égard sont suspectes. On ne peut pas qu'Estéharzy ait eu un exemplaire entre les mains.

Mais, en le transmettant à un agent étranger, Estéharzy, s'il avait fait le bordereau, ne se fût pas servi de phrases qui ne se comprennent que provenant d'un officier d'état-major ; il n'aurait pas commis cette inexactitude de dire que chaque officier devait rendre son exemplaire à la fin des manœuvres. Seul, l'état-major finit cependant par recevoir pour les vingt-quatre stagiaires, 40 exemplaires d'un feuillet, pendant quarante-huit heures, prêt par le lieutenant-colonel Jeannel — qui l'affirme — à Dreyfus dont les dénégations à cet égard sont suspectes. On ne peut pas qu'Estéharzy ait eu un exemplaire entre les mains.

Ainsi est justifiée la proposition énoncée tout à l'heure, à savoir que l'auteur du bordereau est un officier d'artillerie stagiaire de 2^e année à l'état-major de l'armée, et qui démontre : 1^o que les renseignements sur le frein de 120 court ont été puisés dans des souvenirs tirés de l'Ecole de pyrotechnie de Bourges et dans une note envoyée le 30 novembre 1893 par la direction de l'artillerie au 4^e bureau où était Dreyfus ; 2^o que les renseignements sur les troupes de couverture ont été tirés du 3^e bureau ; 3^o que les renseignements sur la modification ou formation de l'artillerie ont été puisés dans une lettre confidentielle du 4 juillet 1894 autographiée au 1^{er} bureau, communiquée aux trois autres bureaux, notamment au 3^e où était Dreyfus ; 4^o que les renseignements sur l'expédition de Madagascar ont été puisés dans une note du 3^e bureau où était Dreyfus.

Ce sont de bien graves coïncidences. Il y a en bien d'autres encore qui l'accusent. Vous vous rappelez ce qui s'est passé relativement à l'obus Robin pour lequel des études se poursuivaient à Bourges en 1890. Une puissance adoptée en 1891, un obus semblable.

Ceci est singulier, dit le général Rogot (page 404), c'est que la construction de l'obus Robin n'est pas due à des calculs de savants pouvant se rencontrer dans deux pays différents, mais à un tour de main. Dreyfus était à l'Ecole de pyrotechnie en 1890, et quand il est sorti pour entrer à l'Ecole de guerre, il avait acquis des renseignements sur les expériences en cours. Il était encore à l'Ecole de pyrotechnie de Bourges lorsque fut livrée en 1890, à une puissance étrangère, une copie d'une note confidentielle sur des obus à limite.

Les fragments calcinés de lettres parvenues au ministère ne permettent pas de soutenir que Dreyfus soit la sienne, mais le fait ne mérite pas moins d'être signalé.

Sans doute, sur ce point, la preuve d'un acte de trahison ne ressort que d'une pièce reçue le 28 décembre 1895 seulement à la section de statistique, mais il se peut que cette pièce soit arrivée très tardivement et que son envoi au destinataire remonte à une époque de beaucoup antérieure.

En somme, on aboutit toujours à la conclusion formulée par le commandant Guignot (page 254), que partout où a passé Dreyfus, on a constaté des fuites.

Toutes ces présomptions de culpabilité sont encore fortifiées par l'examen du dossier secret.

Quelques mots d'abord sur la pièce 44.

Le mémorandum reproché à M. du Paty de Clam d'avoir, de concert avec Henry, frauduleusement fabriqué, pour créer un nouvel obstacle à une demande éventuelle en révision du procès Dreyfus, de l'exister en mai 1898, d'un télégramme envoyé à un gouvernement étranger le 2 novembre 1894.

M. Paléologue, dans sa déposition du 20 mars dernier, a déclaré qu'elle était non pas seulement erronée, mais fautive.

Le général Chamoine, le 21 avril, a protesté contre cette qualification :

Je ne puis laisser passer ces paroles, qui ont pu exacerber la pensée de M. Paléologue. La Cour voudra bien se rappeler les conditions dans lesquelles j'ai présenté les divers documents du dossier secret au ministère de la guerre. Je me suis attaché à parler toujours avec la plus grande réserve et la plus grande modération, m'abstenant de porter aucune appréciation, m'abstenant de conclure au sujet de la pièce 44. J'ai dit qu'elle avait été placée dans le dossier en mai 1898, non comme une pièce présente, mais pour rappeler l'existence d'un télégramme du 2 novembre 1894, qu'elle n'avait aucun caractère d'authenticité, puisqu'elle était reconstituée de mémoire et d'après les indications des

officiers qui avaient connu les événements de 1894, qu'elle rappelait la première version du télégramme, dont le souvenir était conservé au ministère de la guerre. J'ajoutais que deux versions absolument différentes de ce télégramme avaient été données au ministère de la guerre, que la Chambre criminelle avait reçu, à ce sujet, plusieurs décisions contradictoires et qu'il appartenait à la Cour de statuer ; j'ai ajouté, en outre, que le télégramme original pourrait être facilement procuré à la Cour, soit par le ministère des affaires étrangères, soit par l'administration des postes et télégraphes, et que, dès lors, la Cour pourrait en obtenir le déchiffrement exact.

« J'en reviens maintenant aux deux versions successives du télégramme fourni en 1894 par le ministère des affaires étrangères lui-même. Elles sont ainsi conçues : « Si le capitaine Dreyfus n'a pas eu de relations avec vous, il conviendrait de charger l'ambassadeur de publier un démenti officiel. »

Puis la première version se termine par :

« Notre émissaire est prévenu. »

Tandis que la deuxième se termine par :

« Pour éviter les commentaires de la presse. »

Après de laborieux essais au bureau du chef des affaires étrangères, il a été trouvé la clef pour traduire définitivement, dès la première ébauche, la partie principale du télégramme ; il n'y avait d'hésitation que pour les trois dernières mots. Ce fait a paru anormal. En effet, quand le chiffre n'est pas sûr ou que la traduction est incomplète, le texte obtenu offre des lacunes partielles et est inintelligible ; ce n'était pas le cas. Les deux versions successives étaient également claires, seulement elles se contredisaient mutuellement. C'est ce qui explique les hésitations du ministère de la guerre à accepter la deuxième version du ministère des affaires étrangères, hésitation qu'il aurait été bien facile de faire cesser en présentant le texte original que le ministère de la guerre avait demandé à plusieurs reprises et devant lequel il était près à s'incliner.

M. Paléologue répond le même jour, 21 avril :

En ce qui concerne l'exacte traduction, j'espère que les Chambres réunies sont édifiées par l'examen de la pièce originale, conservée au dossier du ministère des affaires étrangères. Elles rappelleront seulement qu'il suffit de regarder le texte de la première version, remis au colonel Sandherr, pour en reconnaître le caractère provisoire et conjectural ; les variantes, les surcharges, les ratures, les points d'interrogation révèlent dans cette pièce le travail d'hypothèse et d'expérimentation que comporte la découverte progressive d'une version du bureau du chiffre.

Le général Chamoine répliqua, comme délégué du ministère de la guerre, et après avoir pris connaissance de la nouvelle déposition de M. Paléologue, délégué du ministère des affaires étrangères, il dit :

Je tiens à rappeler la partie de ma déposition précédente, dans laquelle je disais que peut-être les paroles de M. Paléologue avaient excédé sa pensée. M. Paléologue a bien voulu me confier la minute du travail sur lequel le bureau du chiffre du ministère des affaires étrangères a travaillé pour arriver au déchiffrement de la dépêche. J'ai retrouvé les mots qui figurent, d'une part, sur la pièce 44, et d'autre part, dans la déposition du général Gonsse.

Comme je l'ai exposé, la pièce 44, rédigée de souvenir, n'est pas une pièce authentique ; elle a été placée dans le dossier pour rappeler le souvenir de la première ébauche au colonel Sandherr. Comme je trouve dans la minute du télégramme des affaires étrangères les mêmes mots que dans la déposition de M. le général Gonsse et dans la pièce 44, j'estime qu'il est difficile d'admettre que cette pièce 44 constitue un faux.

Mais, dit M. Paléologue, je ne puis me rétracter à ce que j'ai déclaré, le 29 mars, au sujet de la question de la « preuve de relations avec l'Allemagne ». Cette phrase n'a pu être ni écrite, ni suggérée, ni imaginée par les cryptographes du ministère des affaires étrangères, parce qu'il était impossible qu'elle fut imaginée par eux à l'aide des éléments que j'ai.

La Cour a eu, depuis lors, officiellement communication du décalque conservé à l'administration centrale des télégraphes et connaît la traduction exacte. Mais n'est-il pas permis de penser qu'en reconstituant de mémoire, après quatre années, un texte dont la première ébauche, avec les variantes, surcharges, etc., portait les mots que vous savez, le colonel du Paty n'a pas commis sciemment le faux qui lui est reproché ? Il est vrai qu'Henry avait, à cette époque, écrit la traduction exacte sous la dictée de M. Paléologue.

Mais une autre pièce qui, elle, eût été défavorable à Dreyfus, a disparu aussi. C'est ce que signale dans une lettre adressée à M. le premier président, le 13 mai courant, le général Gonsse.

M. Paléologue, devant la Chambre criminelle, le 3 février, avait cité une lettre adressée d'un port italien, le 16 juin 1895, par une dame étrangère à un agent secret et dans laquelle se trouvaient ces mots :

La vérité est qu'il (le major Z) vient deux fois par année à Toulon, Brest et Arles, qu'il est ami depuis quatre années de l'explorateur Dreyfus. Voilà la pure vérité. Il y a chez le CCG (un officier supérieur italien) deux lettres de Dreyfus écrites à l'adresse du major... Les deux lettres en question, le CCG les a chez lui dans son bureau.

La nature des renseignements, continuait M. Paléologue (page 276), que la dame en question se croyait en mesure de procurer avait déterminé le ministère de la guerre à employer ses services. Le ministère des affaires étrangères n'a servi qu'occasionnellement d'intermédiaire. La lettre ci-dessus a été communiquée au ministère de la guerre le 2 juillet 1895.

M. Paléologue ajoutait :

Cette missive, qui était parvenue au quai d'Orsay par l'entremise de son destinataire, était accompagnée de la note suivante, émanant de ce dernier : « Après bien des hésitations, je me décide à communiquer cette lettre, mais sous les plus extrêmes réserves. Ma correspondante, sous la poussée de qui elle a été envoyée, me paraît emballée dans une voie où le zèle et l'émotion font les frais. Je lui ai écrit d'ailleurs pour canaliser ce zèle sur les points précis qui lui ont été indiqués, en lui signalant des jalons utiles pour contrôler CCG. Mais ce qui me décide à communiquer la lettre, c'est que tout ou partie est vraie ! S'il y avait seulement un point de vérité ! Et c'est sous cette impression que j'envoie la missive. »

Et, dans une note du 3 mai courant, transmise aussi à M. le premier président, ce même destinataire affirme qu'aucune créance ne saurait être accordée à sa correspondante. Le général Gonsse n'en constate pas moins que cette pièce n'a jamais été versée au dossier secret et n'a jamais été montrée, ni à lui ni aux autres officiers du service des renseignements, par celui qui l'avait reçue du ministère des affaires étrangères. Il croit

en obtenir de plus importants. » Il ajoutait que le ministre le savait, ce qui était un mensonge.

N'est-ce pas décisif et n'y a-t-il pas lieu de se référer sur ce point aux dépositions de M. Cavaignac ?

On a dit pour infirmer la déclaration du capitaine Lebrun-Renaud que celui-ci avait à l'époque même de la dégradation de Dreyfus, déclaré qu'il ne savait rien. Je ne sais pas quelle est l'importance de ce témoignage, je ne le connais pas ; mais, quel qu'il soit le caractère, j'estime que la portée en est détruite par un autre fait que je vais signaler.

Le bruit des aveux de Dreyfus avait été répandu par les personnes qui se trouvaient là et ils avaient été publiés sous une forme à lui-même très favorable à Dreyfus, ces protestations ne sont évidemment pas l'acte d'un coupable que l'on déclare brisé et amené à faire l'aveu de son crime, en tâchant de l'ex-cuser. On place à côté de ses aveux deux excuses que je veux examiner et la première c'est qu'il a livré des documents pour s'en procurer d'autres.

Il est impossible d'admettre qu'on livre des documents pour s'en procurer d'autres ; on peut avoir des rapports avec des agents de l'étranger pour tâcher de savoir quels sont les documents qu'ils exigent et les agents qu'ils emploient. Quant à l'autre excuse, l'excuse que le ministre de la guerre est au courant, elle n'est pas plus admissible. Donc, c'est bien le condamné qui laisse échapper l'aveu de son crime en essayant de l'excuser par des excuses possibles.

Je ne puis admettre qu'un homme condamné à tort ait laissé échapper la phrase qui contient ces mots : « Si j'ai livré des documents, c'est pour m'en procurer d'autres. » On a peine à discerner si quelques-uns de ces documents invoqués n'ont pu créer la conviction. En ce qui concerne l'affaire Dreyfus, je trouve qu'ils constituent à eux seuls un élément de conviction insuffisant. Quant aux mobiles qui ont pu déterminer Dreyfus, le général Rogé a émis son opinion :

2^e Déposition :

Dreyfus s'attendait à sortir de l'Ecole de guerre dans les premiers ; il en sortit 98 par suite d'une note qui lui fut donnée comme note d'aptitude. Dreyfus connaissait cette note, et il réclama au général Lebelin de l'indiquer. Dreyfus fut appelé, et on lui tint le langage suivant : « Je reconnais que X vous a traité avec quelque sévérité ; je pourrais rétablir l'équilibre en vous donnant la note que je me proposais ; je ne le ferai pas pour les raisons suivantes : 1^o vous êtes détesté par vos camarades ; 2^o vous avez tenu ce propos : « En somme, les Alsaciens sont beaucoup plus heureux sous la domination de l'Allemagne que sous celle de la France ; 3^o vous avez eu une conduite scandaleuse pendant la durée de votre séjour à l'état-major. »

Deux ans après, au moment du procès, M. Mathieu Dreyfus vint trouver M. le général de Dionne pour lui demander de venir au procès comme témoin à décharge. Le général tint à Mathieu Dreyfus le même langage. Celui-ci excusa son frère par le trisme griel en disant que les femmes de l'Ecole Militaire ne devaient pas lui avoir écrit bien cher.

Dreyfus retourne à l'état-major ; il se fit détester comme ailleurs par son caractère arrogant ; il était bien, de cette façon, dans les dispositions d'esprit voulues pour trahir.

Extrêmement ambitieux, il a pu chercher à nouer des relations avec des agents étrangers dans le but d'amorcer ; il serait allé ensuite plus loin qu'il n'aurait voulu. Enfin, le général de Dionne croit qu'il dépensait beaucoup avec les femmes.

J'ai exposé aussi impartialement que j'ai pu le pour et le contre en ce qui concerne la recevabilité au fond de la demande présentée dans l'intérêt de Dreyfus mais il reste, pour le cas où cette demande paraîtrait recevable, une question qui dans l'espèce, d'ailleurs, ne soulèverait de part et d'autre aucune difficulté : c'est celle de savoir s'il y aurait lieu à révision avec ou sans renvoi lorsque le condamné est vivant et à la disposition de la justice (art. 445), le renvoi devant un autre juge à moins que l'annulation ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié de crime ou délit.

En présence des documents soumis à votre examen, il n'est pas possible d'affirmer que l'emploi du bordereau, quel qu'en soit l'auteur, ne constitue ni crime ni délit.

Le mémoire de M^e Mornard le reconnaît (page 281) :

Dans l'hypothèse d'un document forgé et parvenu au ministère de la guerre ? Il est hors de doute que les faits nouveaux ne ruinerait pas seulement la base de la condamnation prononcée contre Dreyfus en 1894, mais feraient même disparaître toute base contre lui.

Mais, il faut le reconnaître, l'hypothèse représentant le bordereau comme un document forgé et représentant Henry comme le recevant et apportant lui-même cette pièce au ministère ne peut plus guère se concilier avec les résultats de l'instruction. Aussi M^e Mornard, tout en appelant votre attention sur la qualification juridique que comporte l'acte incriminé, conclut-il à la cassation avec renvoi devant un autre Conseil de guerre.

C'est à quoi tendent également les réquisitions écrites de M. le procureur général, dont je vous donne lecture.

M. le procureur général près la Cour de cassation n'expose que des pièces du dossier, et notamment de l'enquête à laquelle il a été procédé par la Chambre criminelle et par les Chambres réunies, ressortent les faits suivants, qui résument les éléments principaux de la demande en révision du jugement du Conseil de guerre en date du 22 décembre 1894, condamnant Dreyfus à la déportation et à la dégradation pour crime de trahison.

Les voici :

- 1^o Le faux Henry rendant suspect le témoignage sensationnel fait par Henry devant le Conseil de guerre ;
- 2^o La date du mois d'avril assignée au bor-

dereau à l'envoi des documents produits tant dans le procès Dreyfus que dans celui d'Estherhazy, c'est-à-dire qui a servi de fondement à la condamnation de l'un et à l'acquiescement de l'autre ;

Attendu qu'aujourd'hui cette date est reportée au mois d'août 1894, ce qui enlève au jugement de 1894 toute base solide ;

3^o La contradiction manifeste de l'expertise du procès Dreyfus et de celle du procès Estherhazy, la divergence de conclusion des experts ayant pour résultat de déplacer la majorité de l'expertise de 1894 ;

4^o La similitude absolue avec le papier pelure sur lequel est écrit le bordereau du papier pelure ayant servi à Estherhazy pour deux lettres écrites en 1892 et 1894 par Estherhazy et reconnues par lui ;

5^o La preuve absolue résultant pour Estherhazy de ce fait qu'il a assisté aux manœuvres d'août à Châlons en 1894, et d'autres documents de la cause, que c'est lui qui a pu écrire cette phrase du bordereau : « Je vais partir en manœuvres », tandis qu'il résulte d'une circulaire officielle de mai 1894, non produite au procès Dreyfus, que Dreyfus n'est pas allé à ces manœuvres ni à d'autres postérieures et qu'il ne pouvait pas ignorer qu'il ne partirait pas, et qu'il n'a pas pu écrire cette phrase ;

6^o Les rapports officiels de police non produits aux débats en 1894 établissant que, contrairement aux renseignements fournis par Guénée et retenus par l'accusation comme arguments moraux, ce n'était pas Dreyfus qui fréquentait les cercles et qu'il y avait eu confusion de nom ;

7^o La scène qui s'est produite dans le cabinet de M. Bertulus et qui justifie les présomptions les plus graves sur les agissements coupables d'Henry et d'Estherhazy ;

8^o La dépêche de 1894 sur le sens de laquelle tout le monde est d'accord aujourd'hui, non produite au procès de 1894, se référant à une autre dépêche, et dont il résulte que Dreyfus n'avait eu aucune relation avec la puissance étrangère visée dans cette dépêche ;

9^o Les documents officiels qui établissent que Dreyfus n'avait aucune relation, directe ou indirecte, avec aucune puissance étrangère ;

10^o Enfin, les protestations et les présomptions graves d'innocence, les pièces restant au dossier établissant que Dreyfus n'a jamais avoué et n'a pu avouer ;

Et attendu que, aux termes de l'article 443 du Code d'instruction criminelle, la révision peut être demandée au cas où un fait nouveau viendrait à se produire ou à se révéler, ou lorsque les pièces inconnues lors des débats sont produites ou représentées par des faits de nature à les établir ;

Etant donné qu'il y a faits nouveaux et pièces nouvelles, que c'est donc le cas de les connaître et de casser le jugement du 22 décembre 1894 ;

Par ces motifs et vu les articles, requiers qu'il

Plaise à la Cour :

1^o Admettre les faits nouveaux et pièces nouvelles comme étant de nature à établir l'innocence de Dreyfus ;

2^o Déclarer au fond légalement justifiée la demande en révision du jugement du Conseil de guerre en date du 22 décembre 1894... casser et annuler ledit jugement ;

Et renvoyer la cause de Dreyfus en l'état d'accusé devant le Conseil de guerre qu'il lui plaira de désigner.

27 mai 1899.

(La séance est suspendue.)

L'audience est reprise à deux heures dix.

M. le président. — La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. — Messieurs, avant d'examiner la demande en révision pour voir si elle contient des faits nouveaux de nature à établir l'innocence du condamné, je dois me préoccuper d'abord d'un texte nouveau en sens inverse qui, s'il était constant, faciliterait singulièrement notre tâche. Je veux parler des aveux qu'aurait faits Dreyfus le 5 janvier 1895 devant le capitaine Lebrun-Renaud. A lui seul ce fait constituerait, d'après la déposition de M. Cavaignac, un élément de conviction suffisant, et le commandant Guénée, qui avait été délégué par le ministre de la guerre pour communiquer à la Chambre criminelle le dossier secret, pour assister ensuite le général Chamoine dans la communication aux Chambres réunies, a déclaré qu'à ses yeux les preuves de la culpabilité se classaient ainsi dans l'ordre de leur importance :

1^o Les aveux,

2^o La discussion technique du bordereau,

3^o Le dossier secret.

Il est en effet manifeste que si Dreyfus s'était lui-même reconnu coupable, la demande en révision ne pourrait plus être sérieusement soutenue. Mais est-il vrai que Dreyfus, ayant toujours protesté de son innocence, depuis son arrestation jusqu'au 5 janvier, n'ayant pas cessé depuis le 5 janvier de protester encore, ait, ce jour-là, confessé plus ou moins franchement, plus ou moins complètement son crime ? Est-il vrai qu'à l'heure où il allait, lui, officier de l'armée française, subir devant les troupes assemblées l'effroyable supplice de la dégradation militaire, il ait eu un moment involontaire d'abandon, pendant lequel un aveu quelconque lui aurait échappé ?

Je ne le crois pas, et voici pourquoi :

Le 31 décembre 1894, après le rejet du recours qu'il avait formé contre le jugement du Conseil de guerre, Dreyfus avait adressé au général Mercier, qui a reconnu l'avoir reçu, la lettre suivante :

Monsieur le ministre, J'ai reçu par votre ordre la visite du commandant du Paty de Clam, auquel j'ai déclaré que j'étais innocent, et que je n'avais même pas commis la moindre imprudence. Je suis condamné, je n'ai aucune grâce à demander ; mais au nom de mon honneur qui, je l'espère, me sera rendu un jour, j'ai le devoir de vous prior de vouloir bien poursuivre vos recherches. Moi parti, qu'on cherche toujours ; c'est la seule grâce que je sollicite.

A quoi Dreyfus faisait-il allusion par ces mots : « Je n'ai même pas commis la moindre imprudence ? » Il l'a expliqué dans une note écrite par lui le jour même à M^e Demange et reproduite par M^e Mornard :

Le commandant du Paty est venu aujourd'hui lundi 31 décembre 1894, à cinq heures et demie du soir, après le rejet du pourvoi, me demander de la part du ministre si je n'avais peut-être pas été victime de mon imprudence, ou si je n'avais pas voulu simplement amorcer, puis que je me suis trouvé entraîné dans un engrenage fatal. Je lui ai répondu que je n'avais jamais eu de relations avec aucun agent ou attaché d'une puissance étrangère, que je ne m'étais livré à aucun amorçage, que j'étais innocent.

Le commandant du Paty de Clam avait en effet été envoyé vers lui dans un but

que précise la déposition du général Mercier.

Après le jugement, désireux de savoir quels documents avaient pu être transmis à l'étranger, je chargeai le commandant du Paty de Clam d'aller trouver Dreyfus et de lui dire que sa condamnation était un fait acquis, mais que l'application de la peine pourrait être mitigée, soit par le choix du lieu de la déportation, soit par ses relations avec sa famille, s'il consentait à répéter ce qu'il avait dit. Dreyfus n'a pas voulu parler. Dreyfus ne voulait entrer dans aucune explication, et cependant l'importance de savoir ce qu'il avait livré au point de vue du remaniement du plan de mobilisation dont on s'occupait alors.

Telle était la mission dont le commandant du Paty de Clam était chargé par le ministre. Il est dès lors facile de se représenter ce qui, en réalité, a pu se passer. Du Paty de Clam se serait efforcé de faire avouer à Dreyfus son crime de trahison. Comme il n'y réussissait pas, il aurait alors essayé de provoquer un aveu d'amorçage analogue à celui qu'a avoué plus tard Estherhazy lui-même, et il lui aurait dit : « Voyons, n'est-ce pas, vous avez eu des relations avec un agent d'une puissance étrangère. Vous avez livré des documents pour en avoir de plus importants. Convenez-en. D'ailleurs le ministre le sait. Si vous indiquez les documents que vous avez livrés, l'application de votre peine sera mitigée », etc.

Mais Dreyfus persistait. Cependant, M. du Paty de Clam prétend n'avoir pas parlé d'amorçage (pages 304 et 305) :

Le 31 décembre 1894, j'ai eu avec Dreyfus — postérieurement au rejet du pourvoi et par ordre du ministre de la guerre — un entretien qui a donné lieu, de ma part, à un compte rendu détaillé que je lui adressai le jour même.

Et plus loin :

Je rappelle que j'ai dit que j'avais établi un compte rendu détaillé de cet entretien ; dans ce compte rendu se trouvent exposés les motifs pour lesquels le ministre m'envoyait auprès de Dreyfus et les détails de l'entretien. J'estime la question trop grave pour m'en rapporter à des souvenirs vieux de plus de quatre ans, la ou chaque expression a une importance des plus grandes, je demande donc qu'on se reporte à ce compte rendu, et on pourra voir que ni dans ce compte rendu, ni dans la lettre officielle adressée, le même jour, au ministre par Dreyfus, il n'a été question d'amorçage.

Mais le compte rendu détaillé qu'invoque M. du Paty de Clam ne figure pas au dossier des aveux communiqué par le ministre de la guerre (liasse 5, dossier 5). Il y est remplacé par une note que M. du Paty de Clam lui-même rédigea trois ans plus tard, le 24 septembre 1897 ; c'est la pièce n^o 232 :

Au cours de l'information préliminaire de l'affaire Dreyfus, le terme « attaché militaire » n'a été ni écrit, ni prononcé. On se servit uniquement de l'expression « agent d'une puissance étrangère », laquelle figure seule dans le jugement. Cependant le mot « attaché militaire » a été prononcé postérieurement à la condamnation dans les circonstances suivantes :

C'était trois ou quatre jours avant la mise en jugement, le ministre de la guerre voulait tenter un dernier effort pour connaître les complices de Dreyfus. Par ordre, j'allai trouver le condamné. Nous eûmes ensemble une conversation d'environ une heure, sans témoins. Au cours de cette conversation, je dis à Dreyfus :

— Comment expliquez-vous que certains agents de l'étranger aient pu s'entretenir d'un ami qu'ils auraient au ministère ?

Dreyfus se leva brusquement, la face rouge, montrant le poing dans le vide et s'écriant avec rage :

— Oh ! ces deux misérables attachés militaires, si je pouvais leur envoyer un poignard dans la gorge !

— Qu'avez-vous à parler d'attachés militaires, dis-je, et comment savez-vous qu'ils seraient deus à avoir tenu ce propos ?

Mais on sait bien qu'il s'agit de la Triple alliance !

— Alors l'Autriche ne compte pas... Il n'y a que les deux attachés militaires allemand et italien ?

Cette note, assurément, n'est pas le compte rendu détaillé de l'entretien qui, au sujet de la mission spéciale confiée par le ministre, avait duré environ une heure. M. du Paty de Clam, devant la Chambre criminelle, a ajouté en effet (p. 305) :

De ce compte rendu a été extrait, de mémoire, une note, en date du 24 septembre 1897, qui m'a été demandée dans un but dont je ne me souviens pas. Je maintiens sinon le dire, du moins le sens de ce qui a été dit dans cette note.

Veillez maintenant, messieurs, vous reporter à la déposition qu'a faite dans l'enquête (page 186) le capitaine Lebrun-Renaud, le 19 décembre dernier. Elle a été dictée par lui, comme l'ont été par tous les autres témoins les dépositions.

Dreyfus commença par protester de son innocence, par dire qu'avec la fortune importante dont il jouissait et le bel avenir qui lui était réservé, il ne pouvait avoir eu aucun intérêt à trahir.

Il ajouta : « Je suis innocent. Dans trois ans, on reconstruira l'innocence. Le ministre le sait et le commandant du Paty de Clam est venu me voir, il y a quelques jours, dans ma cellule, m'a dit que le ministre le savait. Le ministre savait que, si j'ai livré des documents à l'Allemagne, ils étaient sans importance et que c'était pour en obtenir de plus importants. »

Dreyfus rapportait donc les paroles que lui avait adressées le 31 décembre 1894 M. du Paty de Clam. C'est M. du Paty de Clam qui, pour provoquer des aveux, lui avait dit : « Le ministre sait que vous êtes innocent. Le ministre sait que, si vous avez livré des documents, c'était pour en avoir de plus importants. » Et le capitaine Lebrun-Renaud a compris comme venant de Dreyfus ce que Dreyfus, dans un monologue coupé, haché, indiquait comme venant de M. du Paty de Clam.

Là est certainement le malentendu. Par conséquent il ne faut pas séparer du dernier membre de phrase le premier, qui concerne du Paty de Clam. Or, le capitaine Lebrun-Renaud avait fait le premier abstraction complète, lorsque, devant le général Gonse et le lieutenant-colonel Henry, le 20 octobre 1897, il avait écrit une attestation qui est au dossier (page 234) :

Le capitaine Lebrun-Renaud, de la garde républicaine, déclare le 5 janvier 1895, le capitaine Dreyfus, qu'il était chargé de garder dans une des pièces de l'Ecole militaire, lui a fait l'aveu suivant : « Je suis innocent ; dans trois ans mon innocence sera prouvée. Le ministre sait que si j'ai livré des documents

sans importance, c'était pour en obtenir de sérieux. »

Paris, 20 septembre 1897

Signé : LEBRUN-RENAUD.

et au-dessous :

Le capitaine Lebrun-Renaud, de la garde républicaine, a fait la déclaration ci-dessus en présence du général Gonse et du lieutenant-colonel Henry et l'a écrite de sa main.

Signé : GONSE, HENRY.

Paris, 20 septembre 1897.

Il n'est plus question, vous le voyez, de ce qu'avait dit M. du Paty de Clam. Le capitaine Lebrun-Renaud en avait fait abstraction aussi dans une autre note qui est au dossier des aveux (pièce n^o 234 bis).

Elle est de la main de M. Cavaignac.

Paris, le 4 juillet 1898.

Le capitaine Lebrun-Renaud m'a apporté aujourd'hui, à deux heures trois quarts, une feuille déchirée de son calepin, où il m'a déclaré avoir écrit la scène de la dégradation de Dreyfus.

La copie ci-jointe a été faite d'après la feuille même du calepin.

Signé : CAVAIGNAC.

Voici la note :

Hier, dégradation du capitaine Dreyfus. Chargé de conduire Dreyfus de la prison du Cherche-Midi à l'Ecole militaire, je suis resté avec lui de huit à neuf heures ; il était très abattu, il m'affirmait que, dans trois ans, son innocence serait reconnue ; à huit heures et demie, il m'a dit sans que je l'interroge : « Le ministre sait bien que si j'ai livré des documents, ils étaient sans valeur, et que c'était pour m'en procurer de plus importants. »

Il m'a pris de dire à l'adjudant chargé de la dégradation d'accomplir sa mission le plus tôt possible.

Le 19 décembre dernier, devant la Chambre criminelle, le capitaine Lebrun-Renaud, sous la foi du serment, a réparé l'omission et complété le texte qui comporte la mention expresse de l'entretien de Dreyfus et du colonel du Paty de Clam. En complétant cette lacune, a-t-il commis une erreur ? Non, car le 6 janvier 1895, le lendemain de la dégradation, le général Gonse, qui venait de l'interroger, écrivait au général de Boisdeffre la lettre que voici :

Dossier des aveux, pièce 233 :

Mon général, je m'empresse de vous rendre compte que j'ai conduit moi-même le capitaine de la garde républicaine Lebrun-Renaud chez le ministre qui l'a envoyé, après l'avoir entendu, chez M. le Président de la République.

D'une façon générale, la conversation du capitaine Lebrun-Renaud avec Dreyfus était surtout un monologue de ce dernier qui s'est coupé et repris sans cesse.

Les points saillants étaient les suivants : « En somme on n'a pas livré de documents originaux, mais simplement des copies. » Pour un individu qui déclare toujours ne rien savoir, cette phrase était au moins singulière ; puis en protestant de son innocence, il a terminé en disant : « Le ministre sait que je suis innocent ; il me l'a fait dire par le commandant du Paty de Clam dans la prison il y a trois ou quatre jours et il sait que si j'ai livré des documents, ces documents étaient sans importance et c'était pour en avoir de sérieux. »

Le capitaine en concluant a exprimé l'avis que Dreyfus faisait des demi-aveux, des commencements d'aveux mêlés de réticences et de mensonges, je ne sais rien de plus.

Il est exact que Dreyfus avait parlé de du Paty de Clam au capitaine Lebrun-Renaud. Mais voyez comme en passant de bouche en bouche les propos se déforment, avec une entière bonne foi de la part de personnes qui les reproduisent. Ce n'est plus seulement le membre de phrase concernant du Paty de Clam qui va disparaître, c'est également celui qui visait le ministre lui-même.

Le lieutenant-colonel Guérin, sous-chef d'état-major du gouvernement militaire de Paris dressait, le 14 février 1896, un rapport (pièce n^o 255) où nous lisons :

Dreyfus fut conduit dans le bureau de l'adjudant de la garnison et fut gardé par le capitaine commandant l'escorte jusqu'au moment où l'adjudant de garnison vint le relever, cinq minutes avant neuf heures, pour conduire le condamné à la place marquée pour sa dégradation.

Le renouveau à la sortie du bureau, le capitaine Lebrun-Renaud me rendit compte aussitôt de son entretien avec Dreyfus, et comme un groupe d'officiers se trouvait près de lui je priai le capitaine Lebrun-Renaud de leur raconter les confidences que lui avait faites Dreyfus en raison de leur importance et de leur intérêt.

Cet officier avait dit alors qu'il avait causé avec Dreyfus sur le lieu où il serait probablement exécuté, si le climat convenait à sa femme et à ses enfants dans le cas où il pourrait les faire venir.

Dreyfus, en montrant les galons de son dolman, lui avait avoué que c'était l'orgueil de ses galons qui l'avait perdu et il avait ajouté cette grave déclaration :

« Si j'ai livré des documents, ces documents étaient sans aucune valeur, c'était pour en avoir d'autres bien plus importants, et je garantis la rigoureuse exactitude des mots soulignés et le sens même de ces paroles. Elles étaient trop caractéristiques pour que je les oublie jamais. »

Donc plus rien du commandant du Paty de Clam, plus rien du ministre de la guerre, plus rien que cette phrase isolée :

« Si j'ai livré des documents, c'était pour en avoir de plus importants », et c'est cette phrase isolée que M. Peyrolles a entendu répéter par M. Guérin (page 190 de l'enquête) ; que le capitaine Anthoine entendit répéter par le commandant d'Atel aujourd'hui décédé (page 191), que le capitaine Anthoine a répété lui-même au commandant de Mity (page 191). C'est cette phrase isolée que, dans la séance de la Chambre des députés du 7 juillet 1898, le ministre de la guerre, M. Cavaignac, a fait particulièrement ressortir à la fin de son discours. (Journal officiel, page 1,950, 2^e colonne.)

Ainsi il résulte de témoignages dignes d'estime, concordants, dont les plus décisifs sont ceux qui datent de l'heure même, ou bien le témoignage humain n'aura jamais de valeur. Il résulte de ces témoignages précis et concordants que Dreyfus a prononcé cette phrase :

— Si j'ai livré des documents... Je jure ces mots dans ma conscience. On a pu nier ces aveux, dire qu'ils ont pu être arrachés par des menaces ou des promesses. Quelque mobile qu'on veuille imaginer, je ne puis admettre qu'un homme ait pu dire qu'il avait livré des documents s'il n'en avait pas livré en effet.

L'observation, incontestablement, serait fondée dans le cas où Dreyfus aurait dit lui-même : « Si j'ai livré des documents. » Elle ne l'est plus, dans le cas où il n'a fait que rapporter les paroles prononcées par un autre.

Les prétendus aveux ne sont donc pas, pour l'admission de la demande en révision, un obstacle.

La discussion technique du bordereau, laquelle viendrait en seconde ligne de l'ordre de preuves relevées contre Dreyfus, ne paraît pas plus décisive.

En effet, nous ne sommes nullement fixés sur la nature et la valeur réelle, soit des renseignements fournis, soit des documents transmis par l'auteur de la trahison, ou du moins nous ne sommes fixés que sur un point, en ce qui touche le projet de Manuel de l'artillerie de campagne ; tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il n'était ni secret, ni confidentiel, qu'Estherhazy a pu l'avoir entre les mains.

Pour le surplus, sur la note du frein hydraulique et sur la manière dont il s'est comporté, sur la note sur les troupes de couverture, sur les modifications aux formations de l'artillerie, pour la note sur Madagascar, on en est réduit aux conjectures.

Les renseignements fournis étaient-ils en fait d'une importance et d'une gravité telles qu'ils devaient nécessairement émaner d'un officier de l'état-major comme Dreyfus, ne pouvaient-ils pas, en raison de leur médiocre valeur et de leur insuffisance, émaner d'une autre personne ? Il faudrait, pour s'arrêter à une solution certaine, avoir sous les yeux la note elle-même, et on ne l'a pas !

Dans le questionnaire adressé par le ministre de la guerre au général Deloye, directeur de l'artillerie, on dit (page 780) : « De quelle formation pouvait-il être question dans le bordereau ? » Le général a répondu, le 10 février 1899 : « On ne peut faire que des suppositions, puisqu'on n'a pas la note. »

Rien de plus juste, mais par là même on ne peut faire que des suppositions aussi pour les autres notes, puisqu'on ne les a pas vues davantage. Et cela est si vrai que, dans le procès 1894, on suppose — le rapport du commandant d'Ormescheville l'indique — qu'il s'agissait de documents antérieurs à avril ou mai, date présumée alors du bordereau, tandis qu'on suppose aujourd'hui qu'il s'agissait de documents postérieurs à juillet, la date du bordereau étant placée au mois d'août.

Par conséquent, de la discussion technique à laquelle donne lieu de part et d'autre le texte de la pièce incriminée, il ne résulte pas une preuve qui soit elle-même assez forte pour faire rejeter, pas plus d'ailleurs que pour faire admettre la demande en révision.

J'en dirai autant du dossier secret. En réalité, il ne contient pas une seule preuve directe, précise, de culpabilité contre Dreyfus, mais seulement des inductions contestées que l'on tire ingénieusement des pièces, parfois incomplètes, sur l'interprétation desquelles il est permis de n'être pas d'accord, et, à l'inverse, on y trouve, ce que constate le commandant Cugnet (page 255), qu'il devait y avoir d'autres agents que Dreyfus fournissant des renseignements à B et à A, pendant que Dreyfus était au ministère de la guerre, de même qu'après l'arrestation de Dreyfus, les agents B et A ont continué à se livrer à des actes d'espionnage et à avoir à leur disposition des indicateurs ou des individus leur apportant des renseignements.

Dans la correspondance de B avec A, placée à la deuxième partie et qui comprend la période du commencement de 1892 à la fin de 1897, il y a de nombreuses lettres prouvant l'exactitude de ce que je viens de dire (enquête, p. 255).

Messieurs, à mon avis et au point de vue strictement juridique où je me place, le débat doit spécialement porter sur l'examen du bordereau envisagé dans ses deux éléments matériels : l'écriture et le papier pelure quadrillé. Là est le véritable terrain de la discussion. En effet, si Dreyfus, au mois d'octobre 1894, a été arrêté, c'est à cause de la ressemblance de son écriture avec celle du bordereau. On ne l'avait soupçonné ni en mars, ni en avril 1894, lorsque la section de statistique avait reçu deux rapports signalant, d'après une personne honorable, la présence d'un trait à l'état-major ; ni en juin, lorsque cette personne aurait ajouté que le trait appartenait ou aurait appartenu récemment au 2^e bureau.

La pièce même « Ce canaille de D... », arrivée en avril, n'avait fait exercer une surveillance que sur les subalternes, huissiers et garçons de bureau, ce qui est mentionné (page 5, cote 42) dans un note du ministère de la guerre, où se trouve un nom, et qui se termine par ces mots : « Aucune idée préconçue de culpabilité n'existe contre Dreyfus. » Ce fut à la suite de recherches personnelles, et par suite d'une circonstance fortuite, que le colonel Fabre fut mis sur la trace de Dreyfus.

Or, ce qui mit le colonel Fabre sur la trace de Dreyfus, ce fut la ressemblance de l'écriture de Dreyfus avec celle du bordereau, et la même cause entraîna la condamnation, car la déposition du colonel Henry se rattache à cette cause même.

membre de la Chambre de commerce de Paris, président honoraire de la Chambre syndicale, Marion, marchand de papier en gros. Dans un rapport en date du 26 novembre 1898 que je relis encore (page 474), le reconnaissant que les papiers de cette espèce avaient un certain écoulement il y a dix ans en France, écoulement qui depuis cette époque cet écoulement s'était progressivement amoindri sans cependant arriver à disparaître, car il se trouve à Paris et vraisemblablement dans d'autres villes des maisons qui possèdent encore cet article dans leurs magasins. MM. Putois, Choquet et Marion constatent que le papier pelure du bordereau est, comme celui des deux lettres d'Esterhazy, filigrané au canevas après fabrication des rayures en quadrillage et de nuance jaunâtre, et il conclut en ces termes (page 476) :

(ici M. le rapporteur donne lecture des conclusions de l'expertise des marchands de papier.)

En résumé, disent les experts, la pièce dite du bordereau, les lettres du 7 août 1894 et du 17 avril 1892 nous présentent les caractères de la plus grande similitude.

(Voilà dans le même sens la deuxième déposition Gobert, page 319.)

Ainsi, le 17 août 1894, à une date contemporaine du bordereau, Esterhazy pour sa correspondance employait un papier pelure de la plus grande similitude avec celui du bordereau qui n'était pas alors d'un usage ordinaire, puisque, chez un certain nombre de papeteries en détail, les agents de M. Cochefert n'en avaient pas trouvé, et que d'après l'associé de M. Marion, marchand en gros, il n'était plus courant dans le commerce.

Le 7 décembre 1897, Esterhazy interrogé au sujet du bordereau par le commandant Ravary avait dit (page 620) :

J'ai toujours eu une écriture irrégulière; c'est l'affaire des experts; j'écris comme j'écris; en tous cas, je n'ai jamais écrit sur du papier calque.

Et (page 623) :

Je reconnais qu'il y a des mots du bordereau qui ressemblent à mon écriture, et je déclare qu'il y a d'autres très nombreux et très dissimilables. Je nie de la façon la plus formelle être l'auteur du bordereau et m'en rapporte aux experts. Je tiens à faire remarquer qu'il est sur papier calque; ordinairement, on n'écrit pas sans raison sur papier calque.

Mais, devant la Chambre criminelle, le 24 janvier 1899, Esterhazy est bien obligé de se rétracter.

J'ai lu qu'on avait saisi des lettres de bordereau, j'ignore si le fait est exact. J'ai toujours eu et je cherche encore à avoir du papier mince et, comme militaire, j'avais toujours de ces papiers minces et quadrillés, qu'on trouve à bon marché, qui sont très commodes parce qu'ils offrent un petit volume et qu'ils permettent au besoin, avec leurs quadrillages qui tiennent lieu de graduation, et leur transparence, de décalquer aux manœuvres un bout de carte, ou de faire un travail analogue.

J'ai lu, dans un journal anglais, qu'on avait trouvé que le papier du bordereau et celui des lettres qu'on aurait saisies de moi étaient semblables.

J'ai lu qu'ils étaient de la même cuve. Je me suis renseigné chez un marchand de papiers à Londres, et, étant donné ce que représente une cuve, j'affirme que je n'ai eu de cette cuve (si l'identité de cuve il y a) qu'une partie infinitésimale.

Je ferai remarquer seulement que j'écris presque toujours sur du papier mince, et si par hasard on avait eu l'idée de se servir du même papier que moi, il n'eût pas été difficile de s'en procurer.

Demande. — Je vous présente une lettre datée de Courbevoie, du 17 avril 1892, signée de votre nom et adressée par vous au sieur Riou, tailleur, 21, rue de Richelieu. La reconnaissez-vous ?

Le commandant Esterhazy. — Oui, je reconnais cette lettre.

Demande. — Je vous en soumetts une seconde, datée de Rouen, du 17 août 1894, également signée de vous et qui a été saisie chez M. Callé, huissier. La reconnaissez-vous ?

Le commandant Esterhazy. — Oui, je crois que cette lettre est de moi.

Demande. — Ces deux lettres sont écrites sur du papier pelure quadrillé. Elles ont été soumises à l'examen de trois experts, qui se sont expliqués dans un rapport en date du 26 novembre 1898, des conclusions duquel je vous donne lecture, conclusions dont je consigne ci-après le résumé : « La pièce dite du bordereau, la lettre du 17 août 1894 et la lettre du 17 avril 1892 nous présentent les caractères de la plus grande similitude. » Avez-vous quelques observations à présenter sur ce rapport ?

Le commandant Esterhazy. — En ce qui concerne ce point, je m'en réfère aux déclarations de mes lettres, c'est-à-dire aux deux jugements des Conseils de guerre; quant aux dires des experts, je n'y connais absolument rien.

Je puis dire seulement que le papier que vous m'avez présenté comme venant de moi était du papier très bon marché, très commun, et tel qu'on en trouve partout.

Pourquoi ai-je nié, en 1897, s'en être jamais servi ?

L'importance de la découverte n'a pas échappé au général Rogot, puisque dans sa deuxième déposition, page 443, on lit :

J'ai lu dans les journaux qu'on avait saisi des lettres d'Esterhazy écrites sur papier pelure; j'ai cru voir la confirmation de ce fait dans le rapport de M. Athalin sur l'affaire en règlement de juges. Je n'ai pu m'empêcher de faire la remarque suivante :

On a entre les mains depuis longtemps des lettres qu'écrivait Esterhazy il y a quinze ans; on avait ses lettres de juin 1894 à M. Weil; depuis trois ans on fouille sa correspondance; les agents du syndicat sont à l'affût de ses moindres papiers, et on trouve des lettres de lui sur papier pelure, quand ? après que l'original du bordereau a été entre les mains de M. Morand !

Je trouve surprenant que ces pièces soient restées introuvables jusqu'à présent, et je me demande si Esterhazy ne les a pas faites après coup. C'est une hypothèse, j'en conviens.

Il y a des choses si extraordinaires en cette affaire, et des machinations telles qu'il est permis de tout supposer.

Mais cette hypothèse, à laquelle s'arrê-

tait le général Rogot, est absolument inadmissible.

A la vérité, M. Lhoté, expert chimiste, dans un rapport du 13 février dernier, a déclaré qu'il n'était pas possible de juger, d'après l'examen des encres, à quelle époque les deux lettres avaient été écrites; mais celle de 1892, datée de Courbevoie, fait partie d'un dossier que, pour

le recouvrement d'une somme depuis longtemps due par le commandant Esterhazy, M. Riou fils, rue de Richelieu, avait remis à un agent d'affaires. Ce dossier contenait une vingtaine de pièces et se trouvait entre les mains de M. Chartier, avocat. M. Riou fils a produit en outre une copie de lettres de 1892, où l'on voit que le 14 avril, son père, alors chef de la maison, écrivait à Esterhazy : « J'ai l'honneur de vous adresser votre facture complète, etc. » Et à la fin : « Si j'avais beaucoup de clients comme vous, je ne serais plus rue de Richelieu depuis longtemps. Je vous salue. »

A quoi Esterhazy, le 17 avril 1892, trois jours après, avait répondu :

Je reçois votre lettre et le compte... Un très rapide examen de ce compte me permet d'abord de constater que vous avez, par erreur sans doute, négligé de porter à mon avoir certaines sommes, etc.

C'est là une des deux lettres sur papier pelure.

On y remarque deux mentions que la dame Riou y reconnaît avoir apposées elle-même en 1892; en bas, une soustraction : 1425-45-1380; et, au verso, en haut, Esterhazy, 12 avril.

Quant à la lettre du 17 août 1894, elle était chez M. Callé, huissier; cet officier ministériel avait poursuivi en paiement de termes échus plusieurs locataires d'une maison, rue des Cascades, 42, qui appartenait à Esterhazy; il en avait été chargé par le gérant, le sieur Lefebvre, à qui il s'adressa pour se faire rembourser ses frais de poursuites.

Le 9 août 1894, il reçut du sieur Lefebvre, le gérant, une réponse qui est au dossier (liasse 3) :

Monsieur, en rentrant à Paris d'où j'étais absent depuis quelques jours, je trouve votre honneur du 6 dans laquelle vous me prévenez que pour couvrir des frais faits, vous feriez traire sur moi de 433 fr. 80 au 17 août courant. Depuis les premiers jours de juillet, je ne m'occupe plus des affaires de gérance des propriétés de M. Esterhazy.

L'huissier Callé s'était alors retourné contre Esterhazy.

Le 17 août, celui-ci écrivait sur papier pelure :

Monsieur, j'ai reçu au camp de Châlons, où j'ai passé quinze jours, votre lettre. Je ne comprends pas que M. Lefebvre ne m'ait jamais parlé de ce que vous me dites, etc.

Cette lettre était restée dans le dossier de l'étude; mais au moment de l'affaire Zola, quand on vint à parler du papier pelure, l'huissier eut l'idée de la regarder et il la montra à plusieurs personnes, notamment à son confrère M. Lelong qui dit :

Mon confrère Callé m'a communiqué la lettre que vous me signalez. Comme à cette époque les journaux disaient que le bordereau Dreyfus était écrit sur papier pelure, il me dit qu'il possédait une lettre signée Esterhazy sur papier pelure et me la montra.

La lettre que vous me montrez est bien celle que j'ai vue; cette lettre m'a d'autant plus frappé qu'elle commençait par les mots : « J'ai quitté le camp de Châlons », quand on disait qu'il n'avait pas quitté sa garnison.

Ces lettres authentiques ont une gravité considérable; elles prouvent, en premier lieu, qu'Esterhazy employait du papier pelure pour sa correspondance en 1894, comme en août 1895, et certes il ne déguisait pas son écriture quand il répondait à son tailleur. Pourquoi l'emploi du papier pelure, utilisé d'habitude pour faire économie de timbres-poste, pour une lettre dont le prix se chiffrait peut-être par millions ? C'était une mesquinerie étonnante.

C'est encore l'emploi du papier pelure qui, en décembre 1897, avait inspiré aux trois experts l'idée que l'écriture d'Esterhazy avait été, dans le bordereau, imitée, calquée, par une autre personne.

Cette pièce sans signature, lacérée par morceaux de formes irrégulières, nous paraît comme un document secondaire; elle est tracée sur papier pelure d'une telle transparence qu'elle nous suggère l'idée qu'il y a été calqué sur un autre document; remarquons toutefois qu'il peut y avoir eu calque sur certaines lignes du verso, mais le procédé de calque n'a pu être employé pour le recto tout entier, mais non sur les lignes du verso qui ne correspondent pas aux lignes du recto.

Dans leur opinion donc, l'auteur du bordereau avait calqué; et ce n'était pas Esterhazy, parce qu'on ne calque pas sa propre écriture. Ils le disent expressément : « C'est cet emploi habituel du papier pelure par Esterhazy, peut-on supposer qu'un homme intelligent qui aurait étudié l'écriture d'un autre homme pour l'imiter, n'ait pas remarqué qu'il donnait à l'écriture une forme spéciale ? Il fallait adopter une autre forme, soit d'ordinaire, soit un long s et un simple. N'est-il pas probable au contraire que l'auteur du bordereau, ayant l'intention de faire attribuer à Esterhazy la fabrication de ce document, et ayant remarqué la forme spéciale de l's double, s'en soit inspiré pour l'imiter ? Mais du moment qu'il est démontré qu'en 1892 et le 17 août 1894 Esterhazy se servait de papier pelure pour écrire à main courante des réponses aux demandes d'argent de son tailleur ou de son huissier, la contradiction s'accroît de plus en plus entre l'expertise de 1894 qui attribuait le bordereau à Dreyfus à cause des ressemblances de son écriture, et l'expertise de 1897 qui, tout en y reconnaissant des signes de l'écriture d'Esterhazy, refusait de le lui attribuer parce que l'emploi de papier pelure impliquait un déguisement ou un calque.

L'argument de MM. Couard, Belhomme et Varinard disparaît, ou plutôt se retourne; l'emploi du papier pelure ne rend plus le bordereau nécessairement suspect de déguisement, et la forme spéciale, la forme exceptionnelle de l's double a pu y être tracée naturellement.

Or, décelant Esterhazy comme le décelait encore bien d'autres particularités, dans l'examen complet desquelles il m'est impossible d'entrer à l'audience.

Et qu'on n'objecte pas qu'entre l'écriture d'Esterhazy et celle du bordereau il y a des dissimilitudes; il y en a en égalé-ment entre la lettre du 17 août et celle du 9 octobre 1894.

C'est que l'écriture d'Esterhazy est très irrégulière, il le dit lui-même, et à première vue on remarque des disparités dans l'ensemble.

Mais, nombre de détails donnent au moins expert l'impression d'écritures

identiques. Ici, en tête année 1892, le mot adresse, deuxième ligne du bordereau et première ligne d'une lettre du 13 octobre 1893 écrite au tailleur Riou; troisième ligne d'une lettre du 10 septembre 1893 écrite au sieur Durand, gérant de propriétés; la Cour à les photographies sous les yeux. Le mot *deposition*, deuxième ligne au verso, troisième ligne de la lettre du 17 avril 1892. Le mot *je*, avec ou sans majuscule, lignes 1 et 27 du bordereau, septième, douzième et quinzième lignes de la lettre du 17 avril 1892; troisième, septième et onzième lignes de la lettre du 9 octobre 1894. L's double dans le mot *intéressant*: troisième ligne du bordereau, dans le mot *connaissance*; dans le mot *pardessus*, deuxième ligne d'une autre lettre au tailleur Riou, dans la Cour à la photographie. Et les deux *ff*, l'un long, l'autre court, dans le mot *officier*, troisième ligne du bordereau; dans le mot *affaire*, dixième ligne de la lettre du 17 avril 1892.

Trouvez-vous dans l'écriture de Dreyfus des similitudes aussi frappantes ? Je ne le pense pas. Mais, admettons qu'il y en ait.

Voilà un document dont on cherche l'auteur, deux personnes ont été accusées à raison des ressemblances de leur écriture, Dreyfus et Esterhazy; on hésite entre les deux, les experts n'étant pas d'accord, mais on découvre que le 17 août 1894 Esterhazy écrivait sur un papier qui n'était pas ordinaire, qu'il n'était pas d'un usage courant, et qu'il prétendait en 1897 n'avoir jamais employé. N'y a-t-il pas dans la réunion de ces deux éléments matériels, l'écriture et le papier des deux lettres saisies en 1898, un fait, je ne dis pas établissant, mais de nature à établir que le bordereau est de la main non pas de Dreyfus mais d'Esterhazy; conséquemment un fait de nature à établir l'innocence du condamné ? Parce qu'on n'aperçoit pas, quant à présent du moins, comment Esterhazy aurait écrit le bordereau, Dreyfus aurait commis le crime de haute trahison.

Si, par hypothèse, les deux lettres sur papier quadrillé saisies en 1898 étaient signées Dreyfus, ne serait-ce pas une charge accablante contre lui ? La justice veut que ce soit en sa faveur un argument d'une force et d'une énergie considérable lorsqu'elles sont signées Esterhazy.

Encore une fois, l'article 443 paragraphe 4 du Code d'instruction criminelle ne subordonne nullement son application à la démonstration immédiate, définitive, de l'innocence du condamné. En son âme et conscience, il ne m'est pas possible de contester l'existence d'un fait que ne connaissent pas les membres du Conseil de guerre quand ils ont, le 22 décembre 1894, prononcé la condamnation.

Messieurs,

La solution que je propose semblerait, j'en suis persuadé, naturelle à tout le monde, si cette lamentable affaire se présentait dans des conditions normales.

Hélas ! il n'en est rien. Le bruit qui depuis plus de deux ans s'est fait autour d'elle, les discussions passionnées auxquelles elle a donné lieu, les commentaires quotidiens de la presse, les indiscretions, les divulgations de documents secrets, le débat porté en quelque sorte sur la place publique avant l'audience même, nous prouvent que malheureusement l'affaire n'est pas ordinaire. Et puis, la cause de la révision a eu des défenseurs bien dangereux pour elle, qui, par leurs criminelles attaques contre l'armée, ont blessé profondément, et irrité jusqu'à l'exaspération, le sentiment national.

Elle a eu aussi des adversaires qui, de leur côté, ont poussé jusqu'aux plus grossières violences de langage les excès de leurs polémiques. Et cette campagne, dans laquelle l'armée, d'une part, la magistrature, de l'autre, ont été l'objet d'abominables outrages, n'a pas eu pour résultat seulement de jeter dans notre pays, entre honnêtes gens qui étaient faits pour s'estimer, entre amis, entre membres d'une même famille, entre enfants d'une même patrie, des germes inquiétants de discorde et de haine.

Elle a eu pour résultat encore de troubler et de fausser les esprits à tel point que, aux yeux de bien des personnes aujourd'hui, la question est pour nous de savoir non pas si nous considérons Dreyfus comme coupable ou non, mais si nous rendrons un verdict en faveur de l'armée ou contre elle.

C'est un état d'esprit qui n'a plus rien de commun avec la justice.

Et en vérité l'on ne peut faire ni à l'armée ni à nous-mêmes une plus cruelle injure. Non, l'armée devant nous n'est pas en cause, non, elle n'est pas notre justiciable; elle est, Dieu merci, bien au-dessus de ces discussions, qui ne sauraient l'atteindre, et son honneur assuré n'exige pas qu'on maintienne en prison un innocent.

L'innocence de Dreyfus, messieurs, je ne vous demande pas de la proclamer, mais je dis qu'un fait inconnu des juges de 1894 est de nature à l'établir. Cela suffit, aux termes de l'article 443, et par suite à l'annuler, en vertu de l'article 445, d'ordonner le renvoi devant un nouveau Conseil de guerre, pour statuer définitivement en pleine connaissance de cause.

Je le dis avec une conviction ferme, avec le sentiment très vif du devoir qui m'incombe et de la responsabilité que j'assume; je mentirais à ma conscience si je vous proposais une autre solution.

Me trompé-je dans mes appréciations ?

Vous le déciderez, messieurs; je m'incline d'avance respectueusement devant votre arrêt, quel qu'il soit.

Mon rapport est terminé.

M. le président. — Monsieur le procureur général à la parole.

CONCLUSIONS

DE

M. le procureur général Manau

Messieurs,

L'heure de la justice suprême est enfin venue. Vous allez rendre sur l'affaire Dreyfus cette sentence attendue depuis si longtemps et avec tant d'anxiété par le pays ! Quand vous aurez prononcé, nous aimons à espérer que tout le monde s'inclinera devant votre arrêt quel qu'il soit : fruit d'une sérieuse étude, d'un examen approfondi des documents si importants et quelques-uns si décisifs qu'il révèle une patentes et, quoi qu'on ait osé dire, très impartiale enquête, dictée et signée par chacun des témoins; éclairée par une discussion publique qui aura mis en pleine lumière les coins restés obscurs et inconnus jusqu'à ces derniers temps de ce dramatique procès, votre œuvre devra s'imposer au respect de tous et assurer l'apaisement des esprits !

L'apaisement des esprits ! Comme on les a égarés et perversés, comme on les a aveuglés. Comment, dans ce noble et généreux pays de France, dont le nom mérité repose sur son bon sens et sur son amour passionné de la vérité, a-t-on pu parvenir à troubler la conscience de tant d'honnêtes gens et à créer des divisions si regrettables ?

En 1894, un homme, un officier, avait été condamné comme traître sur des preuves dont nous aurons tout à l'heure à discuter la valeur.

En 1898, des faits et des documents inconnus lors du procès, les uns antérieurs, les autres postérieurs, ont paru de nature à provoquer une demande en révision, et immédiatement, sans rien connaître des éléments de l'affaire, deux camps ennemis se sont formés, échangeant à l'envi les outrages les plus méprisables, les calomnies les plus odieuses, sans respect pour rien ni pour personne. Et depuis que ces éléments ont été publiés, tout le monde a entrepris d'en donner la solution.

Ne valait-il pas mieux attendre respectueusement la décision des magistrats ? Savait-on bien, sait-on bien encore quels ont été les documents qui ont servi de base à la condamnation de 1894 ? Savait-on bien, sait-on bien encore quels sont ceux qui pourraient servir de base à une révision ? Comment l'aurait-on su, comment le saurait-on ?

Pour nous faire une opinion, nous avons dû consacrer, depuis six mois, presque tout notre temps à l'examen de sept volumineux dossiers. Depuis trois mois, notre labeur s'est augmenté de l'étude d'une formidable enquête à laquelle, par parenthèse, nous n'avons dû jamais assister et nous n'avons jamais assisté, quoi qu'on en ait dit.

Au moment où nous commençons l'examen de ces innombrables pièces, nous y apportons — ce qui étonnera peut-être bien des gens qui ont créé contre nous la légende d'un parti pris imaginé par eux — nous y apportons, disons-nous, la conviction absolue de la culpabilité de Dreyfus, par cela seul qu'elle avait été proclamée par les sept honnêtes membres du Conseil de guerre. Mais nous étions résolu à soumettre notre conviction à l'épreuve d'un contrôle sévère à l'aide des documents que nous avions sous les yeux. C'est grâce à ce contrôle rigoureux que nous avons découvert les preuves d'une erreur judiciaire qui nous paraît avoir été commise en 1894. Et alors, oui, nous avons eu un parti pris, celui qui s'impose à la conscience de tout magistrat soucieux de son devoir, celui de faire triompher, sans nous laisser troubler par rien, ce que nous croyons être juste, ce que nous croyons être vrai.

C'est cette tâche, messieurs, que, malgré tous les obstacles accumulés sur notre route, nous essayons vainement de nous fermer la bouche, nous avons la joie et l'honneur de pouvoir enfin remplir devant vous aujourd'hui.

Puisse notre parole convaincue pénétrer vos esprits et vos consciences ! Eh, plus heureux que Titus, nous ne dirons pas : « *Diem perdidit* ! »

Ceci dit, au moment d'aborder une discussion qui est plus d'une fois délicate, si nous n'avions résolu de ne pas franchir les limites du procès judiciaire de ne pas dire exclusivement saisis, de ne pas émettre un mot de ce qui, étant dehors, ne nous regarde pas, nous trouvons un puissant encouragement dans une parole digne et élevée qui sera la meilleure préface de ces réquisitions. Vous la connaissez, messieurs, mais le moment est venu de la reproduire. Elle en vaut la peine. La voici :

Je demande à la Cour de cassation la permission d'affirmer que cette armée, dont on a dit tant de mal tous ces temps-ci, n'a point le pays pour demander que la lumière soit faite complètement, maintenant que la Cour de cassation est saisie de l'affaire Dreyfus. L'armée a un intérêt grave, considérable, à ce qu'on éloigne de ses rangs les traitres et les faussaires, comme tous ceux dont le contact est humiliant ou répugnant. Elle attend, avec une vive anxiété, mais aussi avec un profond respect, l'arrêt de la Cour de cassation. Mais, ce qui lui tient le plus au cœur, c'est de voir cesser toute agitation malsaine, de voir oublier ces discussions qui finiraient par tourner aux haines de religion. Elle est toute prête à donner à cet égard le meilleur exemple. Dans ses rangs, autour de ses drapeaux, tous les enfants de la France, quelles que soient leurs convictions, pourront continuer à venir, certains de ne pas être froissés, grouper leur dévouement leur énergie pour la patrie.

Messieurs, ce que nous venons de vous lire, vous le savez, c'est l'éloquente et patriotique péroraison par laquelle le général Zurlinden, gouverneur militaire de Paris, terminait la déposition qu'il venait de faire, le 14 novembre dernier, devant la Chambre criminelle. Nous ne saurions nous offrir une fin d'excuse plus appropriée à la grave affaire sur laquelle vous avez aujourd'hui à statuer. Qu'on vienne, après de telles paroles, traiter d'insulteurs de l'armée, de traitres ou de vendeurs, comme on l'a fait jusqu'ici, avec une violence de langage inouïe, tout ceux qui, citoyens ou magistrats, font, en même temps que nous, vœux pour la réparation de l'erreur judiciaire de 1894, et ont recherché les preuves.

Aussi, nous voulons bien à l'aise aujourd'hui; nous pouvons aller droit au but sans avoir à craindre de blesser des sentiments respectables; avec la certitude,

au contraire, de répondre aux vœux des grands chefs militaires et de défendre l'honneur de l'armée.

Limites légales du procès de révision

Ceci dit, précisons clairement les limites légales du procès.

De quoi s'agit-il ?

Nous avons été chargé, par lettre du 27 septembre de M. le garde des sceaux, de déférer à la Chambre criminelle de la Cour de cassation le jugement du Conseil de guerre en date du 22 décembre 1894.

Quelle est la base de ce jugement ?

Le bordereau. Cela est reconnu par tout le monde dans l'enquête, et formellement constaté par l'acte d'accusation lui-même.

Voici, en effet, ce que porte le rapport de M. d'Ormescheville, des la première ligne. « La base de l'accusation portée contre le capitaine Dreyfus est une lettre missive qui a été écrite sur du papier pelure, non signée et non datée, qui se trouve au dossier. »

Et à la fin de ce rapport cela est formellement déclaré dans les termes suivants :

« Les éléments matériels de l'accusation consistent dans la lettre missive incriminée, dans les examens par la majorité des experts aussi bien que par nous et par les témoins qui l'ont vue, ont présenté, sauf des dissimilitudes... volontaires, une similitude complète avec l'écriture authentique du capitaine Dreyfus. »

Ainsi ce bordereau a été attribué à Dreyfus parce que les juges ont admis la similitude de son écriture avec celle du bordereau.

Le bordereau contient l'énumération de cinq documents très nettement précisés qui auraient été envoyés par son auteur à une puissance étrangère. Ils constituent cinq faits de trahison parfaitement déterminés. Dreyfus, étant considéré comme l'auteur du bordereau, a été jugé et condamné comme étant coupable de ces cinq faits de trahison.

Voilà le terrain légal, le terrain unique du jugement de 1894. Si donc il pouvait être démontré, d'après les documents antérieurs à l'enquête ordonnée par la Cour, ou d'après ceux qu'elle a recueillis, que Dreyfus ne peut pas être l'auteur du bordereau, il ne pourrait être l'auteur d'aucun des cinq actes de trahison dont on l'a coupable, et pour lesquels il a été condamné.

S'il en était ainsi, le jugement de 1894, qui vous a été déferé, n'aurait plus de base. La révision s'imposerait. Il devrait être cassé.

Nous ajoutons que, s'il en était ainsi, il ne resterait plus rien des questions multiples qui se sont posées autour de cette question capitale, décisive : Dreyfus est-il ou n'est-il pas l'auteur du bordereau ?

Elles deviendraient accessoires. Et, en effet, s'il n'était pas l'auteur du bordereau, qu'importeraient tous les soupçons que l'attribution du bordereau a fait peser sur lui ?

Qu'importerait la possibilité qu'il aurait eue de se procurer les renseignements que l'auteur du bordereau a livrés à une puissance étrangère ? Le véritable auteur du bordereau en aurait eu non seulement la possibilité, mais la réalité. Par quels moyens ?

On pourrait, à cet égard, faire toutes les hypothèses qu'on voudrait. Mais cela importerait peu. On les connaît peut-être un jour, ces moyens, d'une manière certaine; mais pour faire casser le jugement de 1894, aujourd'hui, cela n'est pas nécessaire.

Qu'importerait même qu'il fût établi que non seulement Dreyfus a eu la possibilité de connaître tous les secrets livrés par l'auteur du bordereau, possibilité relevée seule contre lui en dehors du bordereau, et sous laquelle il a succombé, ne l'oublions pas, mais qu'il les a parfaitement connus (aussi bien par exemple que le directeur de l'artillerie ou que tous autres officiers de l'état-major général) ? En quoi cette connaissance pourrait-elle le compromettre, s'il n'est pas l'auteur du bordereau ?

Allons plus loin.

On a beaucoup parlé de pièces secrètes et décisives, qui auraient été communiquées au Conseil dans la chambre des délibérations, et que la défense n'aurait pas connues. Nous l'ignorons légalement, et, quoi que puisse indiquer l'enquête à cet égard, nous n'avons pas le droit d'en tenir compte, pas même au point de vue d'une nullité de forme dont nous n'avons pas reçu mandat de nous servir. Mais nous avons le droit de dire que, si cela était vrai, vous n'auriez pas à en tenir compte vous-mêmes pour la solution de la question de révision. Et cela pour deux raisons.

La première, c'est que les Chambres réunies de la Cour de cassation n'admettent jamais qu'un homme puisse être condamné sur des pièces qu'il n'aurait pas été admis à discuter. Les droits de la défense et de la justice priment tout ici. Et la procédure secrète n'est plus de notre temps.

La seconde, c'est que, pour avoir une valeur quelconque, au fond, à part leur infirmité légale en la forme, il faudrait que ces pièces pussent être de nature à faire échec à la preuve supposée acquise que le bordereau n'est pas de Dreyfus. C'est ce que nous aurons à examiner.

Il y a, à côté de ces pièces secrètes, les deux dossiers secrets — le dossier militaire et le dossier diplomatique.

Nous aurons à en parler plus tard, dans la mesure permise, puisque quelques-unes de ces pièces ne sont plus secrètes, grâce à la publicité qu'elles ont reçue de la part des témoins qui les ont discutées dans l'enquête, et qu'ainsi elles appartiennent au débat.

Mais, quant à présent, nous disons d'une manière générale que, si celles que nous avons le droit de discuter, si celles sur lesquelles nous devons laisser la voile de la discrétion ne pourraient être de nature à faire échec à la preuve une fois faite que le bordereau n'est pas de Dreyfus.

Veut-on admettre, par hypothèse, que ces pièces soient de nature à faire supposer que Dreyfus aurait commis d'autres actes de trahison que ceux que précise le bordereau ? Cette hypothèse admette ou même justifie ne pourrait encore faire obstacle à la révision du procès de 1894. Et cela est évident. Car ce serait un autre crime de haute trahison, commis par d'autres moyens, portant sur d'autres secrets d'Etat. Et si ce nouveau crime pouvait servir de base à une nouvelle poursuite, il serait mons-

trueux de l'opposer actuellement à la demande en révision du procès de 1894.

Il ne suffirait pas que l'avocat les connaît. Il faudrait que Dreyfus les connaît lui-même, et fût appelé à se défendre contre elles dans un nouveau débat.

Aussi, pouvons-nous leur opposer aujourd'hui une fin de non-recevoir absolue. On peut les discuter pour en démontrer l'infirmité. Mais, fussent-elles probantes, elles ne pourraient servir de base à un arrêt de rejet. Elles sont inexistantes elles ne peuvent être aujourd'hui pièces du procès, elles ne peuvent faire obstacle à la révision.

Nous les répudions aussi, au nom des droits sacrés de la défense, et, nous ajouterons, pour l'honneur de la justice française dont vous êtes, messieurs, la plus haute incarnation.

Continuons.

Mais si le bordereau n'était pas de Dreyfus, ou du

lui-même, pendant une suspension d'audience.

Le capitaine Gallet posa la question, à la reprise, et le colonel Henry fit sa seconde déposition et dit :

« Je tiens d'une personne honorable qu'un officier du 2^e bureau trahissait et cet officier le voilà à l'ajouta-t-il en montrant Dreyfus. »

On pouvait croire que la personne en question avait dénoncé Dreyfus, ce qui n'était pas vrai. Cette personne, un rastaquouère à qui j'ai payé 4.800 francs pour ses services, avait dit seulement à Henry : « Les attachés militaires étrangers avaient des amis au 2^e bureau par qui ils étaient renseignés. »

Combien plus saisissant est le récit fait devant nous par M. Lépine.

Écoutons-le :

« Je n'ai rien retenu de la plus grande partie des débats que leur insignifiance m'a permis de ne pas noter. »

Je range dans cette catégorie le réquisitoire même qui m'a paru vide de faits. Il était court. Je ne crois pas l'avoir écouté jusqu'au bout. De même pour les dépositions de la plupart des témoins à charge ou à décharge. C'étaient des accusations personnelles sur l'accusé, des propos tenus au mess ou recueillis dans les bureaux, rien d'intéressant, et qui touchait au fond de l'affaire.

Quant à la déposition d'Henry, voici ce qu'elle fut :

La déposition fut très courte.

Quelques phrases très brèves, catégoriques. Il me serait impossible de citer, de mémoire, les termes de cette déposition sensationnelle, mais le ton, le geste, l'attitude du commandant, je les vois encore. C'était l'apparition du justicier ! Quand je me remémore au bout de quatre ans cette vision d'Henry levant la main, le crâne de la Légion d'honneur sur sa large poitrine, il m'a semblé qu'il n'y avait que deux mots dans sa déposition : « C'est lui, je le sais, je le jure ! »

Ne nous étonnons pas alors que le capitaine Freytag, membre du Conseil de guerre qui, par parenthèse, nous a confirmé le fait que le bordereau seul a été discuté dans les quatre audiences du Conseil de guerre, nous ait dit :

Cette déclaration a eu sur moi une influence considérable en raison de l'attitude d'Henry, se tournant vers Dreyfus, le désigna du doigt comme étant le traître en disant : « J'affirme, moi, que le traître, le voilà ! »

Ce n'est donc pas un rôle insignifiant, comme on l'a dit dans l'avis de la Commission, qui a été joué par Henry au Conseil de guerre. Il est prouvé jusqu'à l'évidence maintenant qu'il a été au contraire le principal témoin, et comme nous le disions déjà dans notre premier réquisitoire, le pivot, la cheville ouvrière de l'accusation portée contre Dreyfus.

Nos honorables collègues de la Commission de révision qui n'avaient connu, comme ils l'ont dit, qu'une partie de l'affaire, se trouvent donc aujourd'hui, comme ils l'ont dit aussi, en présence d'une affaire renouvelée par une seconde et considérable instruction. Or, ne suffisait-il pas que ce malheureux Henry eût commis le faux en 1896 pour que son témoignage de 1894 devint légalement suspect ? Et alors, en droit, rappellons ce que disait le rapporteur de la loi de 1895 à la Chambre.

Voici ses paroles :

Le Sénat a maintenu le droit formel de révision, lorsque le témoin soupçonné de faux témoignage ne peut plus être poursuivi ni condamné par suite des responsabilités pénales, de prescriptions, de décès, etc. Et faut-il rechercher encore le but qu'a eu Henry en commettant son faux ? N'est-ce pas de défendre et de protéger l'œuvre qu'il avait accomplie en 1894 devant le Conseil de guerre ?

Demandons à M. le général Zurlinden lui-même, pour ne parler que de celui-là, ce qu'il a pensé tout d'abord dès qu'il a connu le faux :

Quand le faux Henry fut connu, dit-il, j'en fus troublé, et j'ai pensé, au premier moment, que la révision était nécessaire.

Il s'est ressaisi plus tard, mais qu'importe ? Le faux était là, découvert le 30 juillet. Au mois de septembre, il devenait un des faits nouveaux retenus par M. le garde des sceaux comme cause légale de la révision, et il a conservé plus fort ce caractère, après l'enquête dont vous connaissez maintenant tous les éléments.

Que d'autres consciences il a troublées ! La nôtre en a été profondément émue, et c'est avec une vive inquiétude sur le bien fondé d'une sentence que nous tenions encore pour juste, que nous avons abordé l'examen de cette affaire.

Aujourd'hui, nous sommes éclairés et nous venons vous demander de réviser ce faux comme un premier fait nouveau, de nature à établir l'innocence du condamné. C'est lui qui a ouvert la porte à la révision ; nous estimons que, fût-il seul, vous ne devriez pas la fermer.

Et maintenant, nous voici en présence de la question capitale du procès, celle du bordereau.

ORIGINE DU BORDEREAU

Cette question de l'origine du bordereau, question que le faux d'Henry et la suspicion du faux témoignage qui pesait sur lui ont naturellement soulevée, nous a vivement préoccupé dès que nous avons été saisi de la demande en révision.

Voici comment :

Lors de nos premières réquisitions à l'audience du 29 octobre, nous exprimions ainsi nos inquiétudes à ce sujet (procès Dreyfus, page 130).

Nous avons la preuve que le bordereau qui, d'après le dossier, paraît avoir servi de base à la condamnation et qui a été saisi le 15 octobre 1894, entre les mains de M. le général Gonse, sous-chef d'état-major général, par le commandant du Paty de Clam, chargé de l'instruction du procès, avait été remis à cet officier général. Savez-vous par qui ? Par Henry, alors chef de bataillon et sous-chef du bureau des renseignements.

Et alors nous nous demandons avec une anxieuse curiosité d'où venait ce bordereau.

C'est Henry qui va nous répondre :

Au moment de son arrestation, le 30 août 1898, il a déclaré au général Rogét, chef du cabinet du ministre de la guerre, que c'était à lui qu'un agent, qu'il n'a pas nommé et que personne n'a nommé dans l'instruction, avait apporté ce bordereau.

Quel agent ? Pourquoi ne l'a-t-il pas nommé ? Singulière et troublante discrétion permettant toutes les suppositions, autorisant toutes les inquiétudes sur ce point comme sur d'autres.

Ces inquiétudes ne font qu'augmenter, si l'on retient les propos si étranges qu'il a tenus, au moment où on le conduisait au Mont-Valérien...

Suivent les paroles relatives par le procès-verbal officiel, finissant par ces mots :

« Quel malheur d'avoir rencontré sur mon chemin de pareils misérables. Ils sont cause de tous mes malheurs ! »

Et, après avoir rappelé ces paroles, nous ajoutons ceci :

Ce sont là des paroles bien graves. N'oublions pas cependant que c'est un faussaire qui parle et qui se défend. Dit-il la vérité ?

Quoi qu'il dise en ce moment, il est absolument suspect. Et nous ajoutons de suite : Quoi qu'il ait dit auparavant, il est suspect.

Donc, l'origine qu'il a attribuée au bordereau est devenue, grâce à lui, suspecte. C'est à cela qu'il faut aboutir.

Voilà ce que nous avons pensé. Voilà ce que nous avons dit au mois d'octobre.

Quel a été notre étonnement de lire le lendemain dans tous les journaux, qui la reproduisaient à l'envi, avec des commentaires malveillants renouvelés avec persistance, presque jusqu'à la veille de cette audience, une lettre de M. Cavaignac adressée à M. le président Loew.

Cette lettre nous accusait d'avoir produit une affirmation d'une gravité exceptionnelle, qui serait matériellement inexacte.

On en a conclu que nous avions altéré le rapport de M. le général Rogét, au sujet de la réception par Henry du bordereau par les mains d'un agent qu'il n'avait pas nommé.

« Il n'avait pas à le nommer », dit la lettre. Le bordereau était arrivé par la voie ordinaire, et cela suffisait. Cela voulait dire que c'était l'agent bien connu au ministère de la guerre qui le lui avait remis. Pourquoi le suspecter, par cela seul qu'il ne l'avait pas nommé ?

Messieurs, par respect pour nos hautes fonctions, notre devoir est de protester enfin, à l'heure voulue, contre une accusation aussi peu méritée, vous le savez bien.

Nous répondons, d'ailleurs, une chose bien simple. Tout ce que disait Henry, le faussaire, nous était suspect.

Nous ne le croyions donc pas quand il affirmait avoir reçu lui-même le bordereau par la voie ordinaire et des mains d'un agent que vous connaissiez, vous, mais que nous ne connaissons pas, nous. La voie ordinaire, vous savez ce que c'est. Mais nous, étrangers aux habitudes et au vocabulaire du service de l'espionnage, nous ignorions que ce que nous croyions être la voie ordinaire de la poste, c'était la voie la plus extraordinaire du monde.

Nous le savons aujourd'hui grâce à l'enquête.

On nous a livré le vrai sens du procédé. Et alors, nous demandons et nous avons le droit de demander, comme nous l'avons dit, à l'instruction, nous tous, garde des sceaux, procureur général, rapporteur, avocat, le nom de l'agent des mains duquel Henry disait tenir le bordereau.

Nous ne l'y trouvons pas. Nous nous disions tous qu'il le cachait. S'il le cachait, c'est qu'il n'était pas vrai qu'il tint la pièce de ce prétendu agent. Et alors, d'où venait-elle ? Voilà notre raisonnement.

D'où vient l'erreur de ce raisonnement ? Elle ne vient pas de l'inexactitude voulue du fait. Elle vient uniquement de ce qu'aucun de nous ne savait, à cette époque, ce que vous savez, vous : c'est que ce service spécial de renseignements se fait par un agent bien connu de vous. Mais si nous avions su cela, nous n'en aurions pas moins douté encore de la sincérité d'Henry, même en n'ayant plus à lui reprocher d'avoir dissimulé le nom de l'agent des mains duquel il disait tenir le bordereau.

Aujourd'hui, nous sommes fixés, l'enquête nous a éclairé. Et nous admettons volontiers que le bordereau est arrivé par la voie indiquée par Henry. Nous acceptons l'origine qu'il lui a donnée. Nous en reconnaissons l'authenticité, contestée pourtant encore par plus d'un.

Mais cela n'enlève rien à la valeur juridique du faux et de la suspicion de faux témoignage qui pèse sur Henry, au point de vue du fait nouveau. Et maintenant, qu'on juge comment nous aurions altéré le rapport de M. le général Rogét en ne parlant pas de la voie ordinaire que nous n'admettions pas, par cela seul qu'Henry l'affirmait.

M. Rogét lui-même a été plus juste, du reste, lorsqu'il a eu à s'expliquer à ce sujet dans l'enquête.

L'un de MM. les conseillers l'a prié de vouloir bien s'expliquer sur la portée de la phrase de son rapport relative aux déclarations qui lui auraient été faites par Henry sur l'origine du bordereau.

Voici sa réponse, elle met toutes choses au point :

Henry m'a dit quelle était l'origine du bordereau que je connaissais déjà. J'ai employé, moi, l'expression « par la voie ordinaire » qui était absolument significative pour les ministres qui ne connaissent pas les significations pour toutes les personnes qui pouvaient lire mon rapport, étant donné que, depuis que l'affaire est pendante, on a tellement fait allusion à cette voie, que je la croyais connue de tout le monde. Mon rapport était fait pour le ministre. Il n'avait pas besoin d'être plus explicite, et on en a tiré certainement des interprétations qu'il ne comportait pas, et qui ont pu faire porter la suspicion sur l'origine du bordereau. (Enquête, p. 83.)

L'interprétation erronée du rapport, interprétation facile à comprendre, ne peut pas en constituer l'altération.

Au surplus, la confiance qu'on pouvait avoir dans les déclarations d'Henry a été soumise à l'épreuve de l'enquête. Plusieurs des généraux ont été appelés à s'expliquer sur la possibilité de machinations organisées par Henry, et l'origine du bordereau s'est trouvée engagée dans les questions posées à ce sujet. MM. les généraux ont répondu et nous admettons avec eux qu'il faut rejeter toutes les hypothèses qui pouvaient faire suspecter cette origine.

Et si Esterhazy méritait qu'on ajoutât foi à aucune de ses paroles, écoulez le récit qu'il a fait dans ses *Dessous de l'Affaire* (page 136) :

Le bordereau n'est pas arrivé au service des renseignements décrit en plusieurs morceaux, comme on l'a prétendu. Cette table du bordereau déchiré en mille pièces a été inventée pour donner de la vraisemblance à une autre faiblesse, celle de la découverte du bordereau dans la corbeille à papiers d'un attaché militaire étranger. Le bordereau n'est nullement arrivé au service des renseignements par le cornet. Il y est arrivé par une autre voie.

Si cela était exact, Henry aurait donc

menti. Nous avions donc quelque droit de douter de l'origine qu'il attribuait au bordereau. Mais si nous ne croyons pas Henry quand il affirme quoi que ce soit, à moins d'en avoir la preuve, nous croyons encore moins Esterhazy quand sa déclaration n'a d'autre appui que lui-même.

Mais ce qui vaut la peine d'être retenu sur le point qui nous occupe (et il est vraiment heureux que la justification vienne du côté d'où est venue l'attaque), c'est la déclaration de M. Cavaignac lui-même.

Dans l'enquête, on lui a posé la question suivante :

« Ne peut-on pas interpréter les paroles d'Henry comme établissant que c'est à lui personnellement et entre ses mains que le bordereau a été remis ? »

— Oui, répond M. Cavaignac, le lieutenant-colonel Henry pouvait évidemment introduire un document frauduleux au ministère de la guerre, comme provenant de la source indiquée. L'histoire du faux Henry prouve que cela était matériellement possible.

Cette réponse est péremptoire.

Elle justifie nos soupçons du premier jour sur la sincérité de la déclaration d'Henry et, par suite, sur l'origine du bordereau.

Passons. Et terminons, sur ce point, par une réflexion qui s'impose à notre esprit et que les résultats de l'enquête nous ont inspirée. Si le bordereau n'était pas parvenu aux mains d'Henry en morceaux, il aurait reconnu l'écriture d'Esterhazy, son ami de vingt ans ! Et il n'y aurait pas eu d'affaire Dreyfus, ni d'affaire Esterhazy. Celui qui a introduit plus tard un faux au dossier, pour sauver Esterhazy, n'aurait certainement pas hésité à supprimer le bordereau authentique créé par celui-ci ! Sa conduite ultérieure le prouve jusqu'à l'évidence.

DATE DU BORDEREAU

Après ces explications nécessaires sur l'origine du bordereau, suspecte d'abord, aujourd'hui établie par l'enquête et ne permettant plus, à notre avis, le doute sur l'authenticité de cette pièce capitale au procès, posons-nous une autre question bien importante. Vous allez en juger.

À quelle date l'acte d'accusation et le jugement de 1894 plaçaient-ils la confection du bordereau ?

Au mois d'avril ou de mai au plus tard.

Cela est-il exact ?

Écoutez ces divers passages du rapport de M. d'Ormescheville :

« Il s'agit, notez-le bien, pour le rapporteur de prouver que Dreyfus a pu avoir connaissance des documents énumérés au bordereau. Et c'est la date qui va servir de base à son argumentation contre lui. »

Ainsi, pour la *Note sur les troupes de couverture*, voici ce que nous dit le rapport :

Il nous paraît impossible que le capitaine Dreyfus n'ait pas eu connaissance des modifications apportées au fonctionnement du commandement des troupes de couverture au mois d'avril dernier : le fait ayant eu un caractère confidentiel, mais non absolument secret, et les officiers employés à l'état-major de l'armée ayant par suite pu s'en entretenir entre eux et en sa présence.

Ainsi encore, en ce qui concerne la *Note sur une modification aux formations de l'artillerie*, que le rapport présentait comme visant la suppression projetée des pontonniers et les modifications pouvant en résulter. Nous lisons ceci :

« Il est inadmissible qu'un officier d'artillerie ayant été employé au 1^{er} bureau de l'état-major de l'armée ait pu se désintéresser des suites d'une semblable transformation, au point de l'ignorer (notez bien ceci, messieurs), quelques semaines avant qu'elle ne devienne officielle. »

Il ne reste plus qu'à savoir à quelle époque cette transformation a eu lieu. Ouvrons l'*Officiel*. La loi est du 20 juin 1894. Par conséquent, M. d'Ormescheville place forcément le bordereau à la date antérieure du mois d'avril ou de mai.

Nous ne parlerons pas, au sujet de la question de date du bordereau que nous examinons en ce moment, l'acte d'accusation en main, de la note sur le train du 120 court, à propos de laquelle il n'y a pas de précision pareille. Nous y reviendrons tout à l'heure, à un autre point de vue. Nous constatons seulement que figurant à côté des deux documents dont nous venons de parler, elle est évidemment pour M. d'Ormescheville de la même époque.

Quant au *Projet de Manuel de tir de l'artillerie de campagne*, l'acte d'accusation lui donne la date du 14 mars 1894, et, par suite, cette date concorde parfaitement avec celle attribuée au bordereau, avril ou mai.

Mais ce qui nous paraît décisif, c'est ce qui concerne la note sur Madagascar. Écoutez le rapport sur ce point :

Cette note qui présentait un grand intérêt pour une puissance étrangère, si, comme tout le faisait déjà prévoir, une expédition y avait été envoyée au commencement de 1895, le capitaine Dreyfus a pu facilement se la procurer.

Comment va-t-il prouver cette facilité de la part de Dreyfus ? Ceci est bien significatif, messieurs, car, aux yeux du rapporteur, la note présentait un grand intérêt pour une puissance étrangère, et, par conséquent, la preuve qui va être donnée sera nécessairement d'un grand point pour l'accusation portée contre Dreyfus.

La preuve, la voici :

En effet, au mois de février dernier, le capitaine Bernolin, alors secrétaire de M. le colonel de Sancy, chef du 2^e bureau de l'état-major de l'armée, fit une copie d'un travail d'environ vingt-deux pages sur Madagascar, dans l'antichambre contiguë au cabinet de cet officier supérieur.

L'exécution de cette copie dura environ cinq jours, et, pendant ce laps de temps, minute et copie furent laissées dans un carton placé sur la table-bureau du capitaine précité, à la fin de ses séances de travail. En outre, pendant les heures de travail ce grade s'absentait momentanément, le travail qu'il faisait restait ouvert et pouvait, par suite, être lu par des officiers étrangers au 2^e bureau ou inconnus de lui, dans l'antichambre qu'il occupait. Ce grade nous a déclaré dans sa déposition, mais sans préciser de date, que le capitaine Dreyfus, qu'il connaissait, était venu quatre ou cinq fois dans cette antichambre pour voir M. le colonel de Sancy, pendant qu'il faisait son stage à la section allemande. Ce document a encore pu être lu par le capitaine Dreyfus quand il a été réintégré à la section anglaise qu'il occupait alors de Madagascar, en raison de ce

qu'il a été placé temporairement dans un carton de casier non fermé.

Voilà l'accusation. Elle est formelle, du moins aux yeux du rapporteur, comme pour tous les accusateurs de Dreyfus, généraux ou autres ; du reste, Dreyfus n'est jamais accusé que parce qu'on prétend qu'il a pu savoir ce qui figure dans le bordereau, sans qu'aucune instruction ait pu établir qu'il ait su et surtout qu'il ait su seul les choses dont le secret aurait été livré à une puissance étrangère.

Eh bien ! cette accusation qui a été une des causes de la condamnation de Dreyfus, et qui paraissait entourée de précisions dangereuses pour l'accusé, est aujourd'hui abandonnée. — Par qui ?

Par les principaux accusateurs de Dreyfus, aujourd'hui par M. Cavaignac, par M. Rogét et par M. Mercier lui-même, qui l'a fait arrêter, malgré les instances de M. Hanotaux et sur la foi du rapport de M. Bertillon.

Pour M. Cavaignac « la note de février récopiée par le capitaine Bernolin ne contenait que des renseignements géographiques sur Madagascar, et cette note qui, d'après M. d'Ormescheville, présentait un si grand intérêt pour une puissance étrangère, ne pouvait présenter aucun intérêt quelconque. »

Les seuls renseignements intéressants, soit sur les dispositions projetées pour l'expédition elle-même, soit pour les troupes qui seraient prélevées sur l'armée de terre, ne pouvaient être fournis qu'après les études qui se poursuivaient au mois d'août. (Enquête, page 13.)

De même, M. le général Rogét s'exprime ainsi :

Il y a eu deux notes sur Madagascar, l'une établie en décembre 1893, comme travail d'inspection générale, par M. le commandant Mollard ; c'est une note ne renfermant que des renseignements géographiques ; c'est celle qui a été copiée par le capitaine Bernolin, et dont il est question au rapport de M. d'Ormescheville.

Il y a eu une autre note sur Madagascar, autrement plus importante (puisqu'elle donnait la composition du corps expéditionnaire la route à suivre, le plan de campagne) et qui a été faite au mois d'août.

Les premières expéditions du rapport sont du 19 août, et les expéditions définitives du 29 août. (Enquête, page 52.)

Et c'est cette note du mois d'août, messieurs, qui, aux yeux de M. Cavaignac, de M. le général Rogét et de M. le général Mercier, serait aujourd'hui la base de l'accusation portée contre Dreyfus et la justification de sa condamnation ! Et ces témoins, si convaincus de la culpabilité de Dreyfus, ne se sont même pas doutés de la portée légale de ce fait constaté par eux : une note du mois d'août substituée à une note du mois de février, pour laquelle Dreyfus a été condamné ! Condamné pour celle-ci, vous ne pouvez plus l'accuser de celle-là sans faire tomber la première.

Toutes vos hypothèses à propos de celle du mois d'août ne peuvent avoir qu'un résultat inévitable — auquel vous avez contribué plus que qui que ce soit sans l'avoir voulu — c'est la révision de la condamnation prononcée contre Dreyfus, à propos d'un fait dont il aurait été convaincu, en raison des circonstances relevées comme décisives contre lui, par le rapporteur, alors que ce fait est, grâce à vous — et nous ajoutons à la vérité — déclaré inexistante à cette époque. Notez que, en même temps, la date du bordereau est déplacée. Elle ne serait alors que du mois d'août, d'après vous, et nous l'admettons. Et alors, voyez la situation.

Aux yeux des juges de 1894, le bordereau a été écrit en avril et le jugement, acceptant les conclusions du rapport, condamne Dreyfus parce qu'il paraît établi qu'à cette époque Dreyfus seul pouvait avoir les renseignements nécessaires et l'écrire. Donc si aujourd'hui, il est accusé de l'avoir fait plus tard, il n'était pas possible de le condamner pour l'avoir fait plus tôt. Notez que les généraux ont conclu que Dreyfus « n'a pu avoir, à cette époque d'avril, les renseignements nécessaires et l'écrire ». Voici en effet ce que dit M. le général Mercier, d'accord en cela avec ses collègues.

Je crois que le commandant d'Ormescheville, dans son rapport, s'est trompé en assignant une autre date au bordereau (que celle du mois d'août). Le travail de la Commission sur Madagascar ne pouvait être connu alors (c'est-à-dire au mois d'avril) que de l'état-major, et le rapport de cette Commission n'a été terminé que vers le 20 août.

Vous le voyez, messieurs, c'est absolument le contraire de l'accusation de 1894 suivie de la condamnation. S'il y a eu erreur de la part du rapporteur, il y a eu erreur de la part des juges, c'est-à-dire erreur judiciaire. Et alors se pose naturellement cette question qui est bien celle du procès de révision : Dreyfus a-t-il jamais écrit le bordereau ?

Que reste-t-il, en tout cas, du jugement de 1894 ? Voilà, dès notre première discussion sur le bordereau, un premier fait révélé par l'enquête, fait essentiellement nouveau, qui exclut toute contradiction, au vu des termes mêmes de l'article 443 de la loi de 1895.

Nous en trouvons d'autres encore, et en assez grande quantité pour faire réfléchir peut-être tous ceux qui ont affirmé hautement et avec persistance qu'il n'en existait aucun, dans l'affaire, qui fût de nature à établir l'innocence du condamné ! Nous dirions volontiers que les faits nouveaux y foisonnent et que, si vous ne croyez pas nécessaire de les examiner et de les viser tous dans votre arrêt, vous n'aurez que l'embarras du choix. En tout cas, il en est qui nous paraissent irréfutables. Et celui que nous venons de relever est de ce nombre.

Car ce que nous venons de dire et d'établir jusqu'à l'évidence, selon nous, met en échec, de la façon la plus incontestable, l'acte d'accusation et le jugement de 1894 qui a condamné Dreyfus. Cela devrait suffire pour faire ouvrir les portes à la révision, eussent-elles été provisoirement fermées.

Mais voici mieux encore : cette même date du mois d'avril a été le principal argument d'Esterhazy pour se protéger, en dehors de tous les autres moyens sur lesquels nous nous expliquerons bientôt, contre l'accusation dirigée contre lui en 1898, accusation qui a abouti à son acquittement.

Esterhazy ? Oh ! rassurez-vous, messieurs, et que tout le monde se rassure ! Nous nous garderons bien de faire un choix entre toutes ses déclarations. Nous risquerions trop de nous égarer dans ce

labyrinthe de mensonges compliqués de faux. La dame voilée ne nous en assure pas sans doute pas facilement la sortie : le fil casserait probablement en route. Nous n'accepterions de lui, pour nous en servir contre lui, que de ce que l'accusé de son propre aveu, et contre tous autres de ce qui sera prouvé en dehors de lui.

Mais, sur la question qui nous occupe en ce moment, il nous apparaît, pour compléter la démonstration que nous venons de faire, de recueillir précieusement les explications par lesquelles il s'est défendu. — Et en se défendant, vous allez le voir, il a achevé de prouver que le jugement de 1894 qui a frappé Dreyfus, en acceptant le mois d'avril ou de mai comme date du bordereau, constitue une erreur judiciaire des plus évidentes. Que dit-il, en effet ?

« Ici s'imposent les citations que nous voulons éviter le plus possible, ce qui est facile après le rapport si remarquable et si documenté que vous avez entendu et le mémoire de l'avocat que vous avez lu. Mais, en ce moment, elles sont nécessaires, autant que décisives. »

Nous ouvrons l'enquête (p. 621).

Esterhazy, s'occupant du Manuel de tir, s'est expliqué ainsi :

Ce document, à l'époque où je suis parti en manœuvres (retrouvons d'abord cette formule, messieurs, vous verrez bientôt comme elle lui est familière), ce document était confidentiel. Si on prétend que j'ai pu le livrer, en mai 1894, c'est qu'un des officiers qui en était détenteur me l'a donné. Qu'on recherche cet officier.

Pour le canon de 120 et le frein appelé hydraulique (ce qui est une double hérésie, prétend-on, en langage d'artillerie), il dit (page 621 de l'enquête) :

Mathieu Dreyfus m'accuse d'avoir eu, au cours des écoles à feu, des renseignements sur le frein hydraulique et la pièce de 120. Or, j'ai été aux écoles à feu du 5 au 9 août (ici il ne dit pas toute la vérité. Il y est allé et il y est allé jusqu'au 16 ; il nous le prouvera lui-même bientôt, dans une lettre qui le démasquera, croyons-nous, sans contestation possible, comme le véritable auteur du bordereau). Comment aurais-je pu fournir en avril 1894 des renseignements que je n'ai eus qu'en août et septembre ?

Même argumentation (page 629), sur le même point.

Pour les troupes de couverture (page 622 de l'enquête), il dit :

Le nouveau plan, en 1894, ne peut s'appliquer qu'au nouveau plan de mobilisation, plan XIII. Or ce plan, au printemps 1894, n'était pas encore sorti des bureaux du ministère de la guerre. Il était encore en élaboration.

Pour la note de Madagascar (page 627 de l'enquête), écoulez-le :

Il est de toute impossibilité que je sois l'auteur du bordereau. En effet, puisqu'on soutient, que ce bordereau a été écrit à peu près le 14 mars, à cette époque, il était absolument impossible à un officier quelconque, qui ne fût pas au ministère de la guerre, à la source même des renseignements, de pouvoir donner des indications utiles sur l'expédition de Madagascar. Personne, en dehors d'un très petit nombre d'officiers de l'état-major de l'armée, ne pouvait savoir, à cette époque, qu'il y avait une expédition de Madagascar projetée, et, à plus forte raison, donner des détails sur son organisation.

Pour les formations de l'artillerie (page 637), elles ne pouvaient être connues, à l'époque du bordereau, que des officiers de l'état-major de l'armée et de la troisième direction.

Et sur tous ces points il finit par une déclaration bien suggestive et que vous apprécierez :

Il faudrait donc admettre qu'il y a eu un officier de l'état-major de l'armée qui m'a livré ces renseignements. Il faut trouver qui me les aurait livrés.

Il faut reconnaître, messieurs, que ce n'est pas une besogne facile. Heureusement nous n'en avons pas besoin. Nous prouverons, et cela suffit, qu'il est l'auteur du bordereau. La découverte des complices ne nous regarde pas. Les responsabilités militaires, étrangères à Dreyfus et à Esterhazy n'appartiennent pas à ce débat.

Ainsi, voilà qui est clair. La date du bordereau étant fixée au mois d'avril, Dreyfus a été condamné et Esterhazy acquitté. Or, aujourd'hui, l'on attribue au bordereau la date de fin d'août 1894. Nous l'acceptons. Mais alors le jugement de 1894 n'a plus de base, puisqu'il est fondé sur une date erronée. L'erreur judiciaire est manifeste. La révision est au bout de ces constatations. Elle est d'ores et déjà justifiée. Et en vérité s'il s'agissait d'une affaire ordinaire, cela suffirait, et nous n'ajouterions pas un mot, car vous diriez sans hésiter qu'une pareille décision manquerait de base légale.

Comment en douterions-nous en songeant à votre juste sévérité pour de simples moyens de forme ?

Il y a quelques jours à peine, la Chambre criminelle décidait, sur le rapport de M. le conseiller Roulier, qu'il y avait nullité des débats et de l'arrêt de condamnation rendu par la Cour d'assises lorsque le procès-verbal de l'interrogatoire subi par l'accusé, en vertu de l'article 293 C. I. C., ne porte pas la signature du greffier.